



## MACRON, BAYROU : DÉGAGEZ !

### ASSEZ DES POLITIQUES CAPITALISTES QUI NOUS POURRISSENT LA VIE !

**LICENCIEMENTS ET CHÔMAGE**

**STOP !**

**COUPES BUDGÉTAIRES**

**C'EST NON !**

**RACISME**

**ÇA SUFFIT !**

**ASSEZ DE SA POLITIQUE  
AU SERVICE DES ULTRARICHES !**



Après l'éphémère Barnier, voilà le nouveau gouvernement de combat Bayrou, qui compte poursuivre l'oeuvre de Macron ! Sur le podium : la détestée Borne, l'infâme Valls ou la puante paire Retaillau-Darmanin. Dès le 1<sup>er</sup> janvier, Bayrou a autorisé par décret les EHPAD publics et associatifs à augmenter leurs tarifs de 35 %. Les attaques contre les chômeurs et les gens au RSA se sont accélérées. En plus, ils essaient de nous arnaquer avec de vraies fausses négociations où la retraite à points pourrait repointer le bout de son nez. Un budget d'attaques anti-sociales est en préparation, avec 50 milliards de coupes prévues ! Accompagné encore d'une polémique pourrie sur le voile pour diviser et détourner l'attention...

Les capitalistes, eux, continuent à s'engraisser de ces politiques. Selon Oxfam, le 6 janvier, les patrons du CAC 40 avaient empêché autant que le salaire moyen annuel de leurs employés en moins d'une semaine ! De l'autre côté, le pays compte 11 millions de pauvres (dont 3 millions d'enfants). La récession économique à venir menace déjà plus de 200 000 travailleurs de chômage. Le

mandat du gouvernement : sauvegarder les profits des gros capitalistes et actionnaires dans la tempête économique et sociale, quoi qu'il en coûte.

Fin 2024 et en ce début d'année, des grèves ont lieu : industrie, commerce, pour les salaires, pour défendre les emplois, ou encore la première grève dans la fonction publique du 5 décembre, où certains secteurs ont vu des taux de grève record depuis avant le Covid... ces luttes posent, en fait, la même nécessité, celle d'en finir avec la politique de Macron – politique avec laquelle sont d'accord tous les partis qui servent les capitalistes, de Hollande à Le Pen.

Quatre gouvernements en un an, une dissolution surprise, « En Marche » enchaîne les vestes électorales et les opportunistes quittent le navire. Politiquement, c'est une gigantesque crise. Macron n'a aucun soutien populaire pour sa politique et ne tient qu'avec son autoritarisme et son aventurisme. Profitons de leur faiblesse !

**MACRON : DÉGAGE !**

Voilà ce qui est à l'ordre du jour : déga-

ger Macron et sa politique, par un mouvement massif, avec des grèves puissantes des travailleurs et de la jeunesse. Au lieu de « négocier » on ne sait quoi, les partis, syndicats, associations qui combattent les politiques capitalistes devraient mobiliser dans la rue et les lieux de travail autour de ce mot d'ordre (comme le fait déjà un peu la FI, mais avec des élections comme seule perspective) ; et construire un tel mouvement.

Nous manquons d'un outil politique pour organiser les travailleurs et les jeunes avides d'en finir avec le système capitaliste, responsable des guerres et de l'exploitation. Un parti qui permette aux travailleurs de discuter de quel gouvernement et de quelles mesures on a besoin à la place de Macron, de comment prendre les moyens de production des mains des capitalistes pour réorganiser et planifier démocratiquement les principaux secteurs de l'économie. C'est comme ça qu'on éradiquera le capitalisme, en construisant une société socialiste qui répondra aux besoins de chacun-e.

Voilà le programme que la Gauche révolutionnaire défend : venez discuter et lutter avec nous !



**CONTRE  
LE RACISME  
LE COMBAT  
DE MALCOLM X  
ET MARTIN  
LUTHER KING**

PAGE 2



**SYRIE : QUELLES  
PERSPECTIVES APRÈS  
LA CHUTE DU DICTATEUR ?**

PAGE 11



**COMMENT LUTTER  
CONTRE LE CHÔMAGE  
ET LES LICENCIEMENTS ?**

PAGE 4

# MALCOLM X, VERS LA LUTTE RÉVOLUTIONNAIRE CONTRE LE RACISME ET LE CAPITALISME

Il y a 60 ans, le 21 février 1965, Malcolm Little, Al-Hajj Mâlîk al-Shabazz, alias Malcolm X, était assassiné par une conspiration du FBI et de la police de New York. Ils avaient poussé à l'acte des membres de « Nation Of Islam », organisation religieuse nationaliste noire, que Malcolm X avait quittée l'année précédente.

Le récent documentaire Netflix « Qui a tué Malcolm X ? » montre qu'il reste une figure clé. Hélas, les médias font tout pour effacer la lutte révolutionnaire que Malcolm X portait à la fois contre le racisme, la pauvreté, le chômage, la violence d'État, l'exploitation et le système capitaliste. « Si vous ne faites pas attention, les médias vous feront détester les opprimés et aimer les oppresseurs », disait-il.

Ces conditions continuent d'exister et s'aggravent avec la crise mondiale du capitalisme. C'est pourquoi nous pouvons tirer des leçons du parcours de Malcolm X et de ses luttes.

## POUR UNE LUTTE DE MASSE, RADICALE ET MILITANTE CONTRE L'OPPRESSION

Nation of Islam (NOI) dénonçait l'oppression raciste et les conditions de vie horribles des

noirs. Mais Malcolm X constatait que l'organisation ne proposait aucune action concrète pour lutter. Elle refusait de participer au mouvement social massif pour les droits civiques. Au contraire, NOI prêchait un « séparatisme noir », revendiquant un État pour les noirs dans le sud des États-Unis, qui aurait maintenu la ségrégation raciale et le système capitaliste. Ce projet préservait les intérêts de son dirigeant, Elijah Muhammad, devenu multi-millionnaire (propriétaire d'immeubles, de terrains, d'usines et de magasins) ! De plus, NOI n'était pas du tout démocratique. En raison de désaccords, Malcolm X fut sanctionné puis menacé de mort. Il comprit qu'avec une telle organisation, on ne pouvait pas en finir avec l'oppression des noirs.

À l'opposé, chaque discours de Malcolm X encourageait les personnes concernées à s'organiser pour décider par elles-mêmes comment agir ensemble. Lors du célèbre discours « *By any means necessary* » de juin 1964, il appelle à participer massivement à la grève des loyers de Harlem, mais aussi à décider et mettre en œuvre collectivement un programme de lutte contre les loyers trop chers et les logements pourris. Ce discours fonde d'ailleurs l'Organisation pour l'Unité



Juillet 1962, Malcolm X soutient la grève des travailleuses de la santé de New York, surtout des femmes noires et latino, pour de meilleurs salaires et conditions de travail

Afro-Américaine, qui était laïque pour rassembler et être la plus massive possible.

Malcolm X s'était aussi rapproché des luttes des travailleurs. En juillet 1962, il apporta son soutien au piquet de grève du syndicat « Local 1199 » des travailleurs de la santé de New York : majoritairement des femmes noires et latino-américaines, sur-exploitées dans les hôpitaux « bénévoles » (32 \$ pour 48 h par semaine !). Elles luttaient pour de meilleurs salaires et conditions de travail.

Ces luttes amenèrent Malcolm X à faire le lien entre les oppressions racistes et le système économique d'exploitation, en déclarant : « *Il n'y a pas de capitalisme sans racisme* ».



**Il n'y a pas de capitalisme sans racisme**  
**Malcolm X**

## UNE RÉVOLUTION MONDIALE

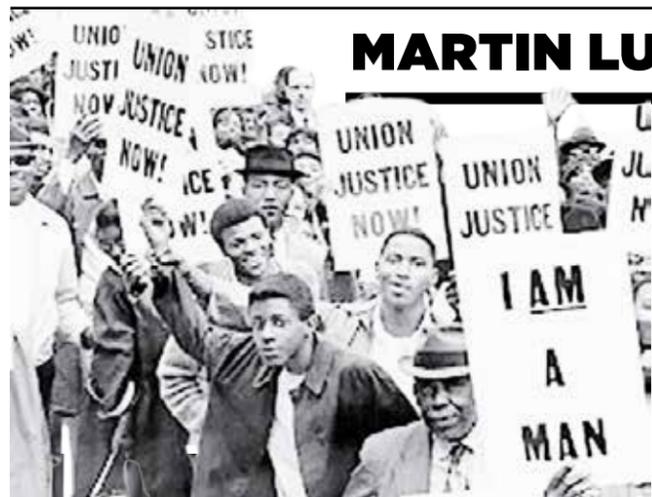
Dans les années 1950 et 1960, des mouvements de libération ont eu lieu un peu partout en Afrique (Égypte, Algérie, Tunisie, Ghana, Sénégal, Congo, Angola, Guinée...), aux Caraïbes (Cuba) et en Asie (Vietnam), contre les puissances occidentales qui imposaient à

ces pays une domination économique et politique, c'est-à-dire un impérialisme, souvent sous forme de colonies.

En quelques années, ces luttes révolutionnaires firent bien plus contre l'oppression raciste et l'exploitation capitaliste que NOI ne le fit jamais pour quiconque.

En 1964, Malcolm X se rendit en Afrique pour discuter avec des militants et des dirigeants de ces mouvements (Nkrumah, Nasser, Sekou Touré...). Cela fit beaucoup évoluer son analyse et l'amena à conclure que le nationalisme noir ne pouvait pas être une solution. Dès lors, Malcolm X défendit la nécessité d'une lutte internationale contre l'impérialisme et d'une révolution contre le système capitaliste.

■ JOHN



En février 1968, deux éboueurs noirs de Memphis meurent au travail, tués par les machines vétustes qu'ils étaient obligés d'utiliser. 1300 ouvriers débutent une grève pour le droit à s'organiser en syndicat. Martin Luther King et les dirigeants militants locaux pour les droits civiques ont fortement soutenu la grève, et lutté pour que le mouvement syndical en fasse de même. Les grévistes de Memphis sont devenus célèbres, inoubliables, avec leur slogan : « I Am A Man ». Ce slogan, « Je suis un homme », affirmait la dignité humaine des travailleurs, ce qui se traduisait par le pouvoir d'être organisé en syndicat sur le lieu de travail.

## MARTIN LUTHER KING, SON RÊVE ET LE SOCIALISME

litiques et sociales, est le moyen le plus efficace de faire changer la société. Malgré la fin de la ségrégation dans les lieux publics, l'abolition des lois ultra-racistes « Jim Crow »..., les travailleurs noirs restent sous-payés, parqués dans des ghettos, subissant violences racistes et policières...

King, comme Malcolm X, se tourne de plus en plus vers les grèves et les syndicats. « *La coalition qui peut avoir le plus grand impact (...) est celle des noirs et des forces du mouvement ouvrier, leurs fortunes étant si profondément liées* », écrit-il en 1962. Voilà le véritable danger pour le pouvoir des capitalistes. Ce n'est pas un hasard que son assassinat par le gouvernement et le FBI eût lieu alors qu'il était venu soutenir la grève des éboueurs de Memphis.

## UNE BATAILLE FONDAMENTALE

King, toute la fin de sa vie, a mené une double bataille.

L'une auprès des travailleurs noirs, méfiants des syndicats. Ainsi, les principaux organisateurs de la Marche de 1963 sont des militants socialistes et syn-

dicalistes noirs. Ils proposeront un « Budget de la liberté », avec de nombreuses mesures qu'appliquerait un gouvernement socialiste des travailleurs : un emploi pour tous ceux en capacité de travailler en partageant le travail, un logement décent, une éducation abordable pour tous, pour atteindre « *la réalisation de l'égalité* ».

L'autre auprès des syndicats eux-mêmes, notamment la puissante fédération AFL-CIO, traversée par une dure bataille politique sur le racisme et le soutien à la lutte pour les droits civiques. « *Les noirs sont presque exclusivement des travailleurs. Nos besoins sont identiques à ce que défend le mouvement ouvrier (...). C'est pour cela que les noirs soutiennent les revendications syndicales et combattent les lois anti-ouvrières.* »

Ainsi, il pointe un des points fondamentaux du programme marxiste : la classe ouvrière organisée doit se faire championne de la lutte contre les oppressions spécifiques (racisme, sexisme...); et les luttes pour les droits démocratiques et contre les oppressions spécifiques ne seront jamais aussi efficaces

qu'en s'alliant aux luttes de la classe ouvrière.

Contrairement aux marxistes que nous sommes, King n'est pas sûr que le seul moyen d'établir le socialisme démocratique est que les travailleurs s'organisent en tant que classe, dans leur propre parti politique, et prennent le pouvoir politique et économique des mains des capitalistes.

Pourtant, début 1968, année révolutionnaire s'il en est,

Martin Luther King cheminait encore. « *Pendant des années, j'ai lutté avec l'idée de réformer les institutions existantes de la société, un petit changement par-ci, un petit changement par-là. Aujourd'hui, mon opinion est tout à fait différente.* » Son assassinat, le 4 avril 1968, laissera ce cheminement malheureusement inachevé.

■ CÉCILE RIMBOUD



La puissante marche sur Washington, le 28 août 1963, a rassemblé 250 000 manifestants. Bien plus qu'une marche « pour les droits civiques », mais la « Marche pour l'emploi et la liberté ». La pancarte la plus populaire y était celle-ci : « Les droits civiques + un emploi = liberté » ! King déclare : « Notre lutte porte désormais sur l'égalité réelle, c'est-à-dire l'égalité économique. Car nous savons qu'avoir le droit d'être dans les cafés ne suffit pas. Quel est l'intérêt pour un homme de pouvoir s'asseoir à un comptoir "intégré" s'il ne gagne pas assez pour se payer un hamburger et un café ? » La lutte contre le racisme ne peut être efficace que si on s'attaque à ses racines matérielles dans le système économique capitaliste. Cette marche a été une étape cruciale du mouvement pour les droits civiques et pour la progression des idées et des méthodes de lutte contre le capitalisme et le racisme. Immense inspiration, elle a eu sa réplique en France, 20 ans plus tard : la « Marche pour l'égalité ».

Les représentants des capitalistes ont mis le paquet pour rendre Martin Luther King et ses idées aussi inoffensifs que possible. Le mémorial inauguré par Obama en 2011 à Washington ne fait carrément aucune référence au racisme ou à la ségrégation ! Effacé le rapprochement politique entre lui et Malcolm X, son combat pour un front uni avec les syndicats ; et ses idées politiques.

Inspiré par les idées révolutionnaires de Karl Marx, qu'il étudia à l'université, King écrit

dès 1952 : « *Ma théorie économique est beaucoup plus socialiste que capitaliste. (...) Je me réjouirai le jour où l'industrie sera nationalisée.* »

En 1955, la campagne du boycott des bus ségrégués et son célèbre épisode avec Rosa Parks marque le début de son militantisme pour les droits civiques.

## LE RÔLE DE LA CLASSE OUVRIÈRE

King comprend que l'action de masse, liée à des campagnes po-

# GAME OVER POUR LE PRÉSIDENT DES RICHES !

Quel coup espère encore porter Macron en utilisant l'arme constitutionnelle du référendum ? La colère contre lui est bien ancrée dans la population qui se prend en plein visage l'inflation galopante quand les 500 familles les plus riches de France ont battu un nouveau record de richesse (1200 milliards).

Le vernis de la théorie du « ruissellement » du clan Macron craque de tous côtés. L'épisode Barnier a rendu scandaleuse la situation financière catastrophique au regard des 223 milliards d'aides aux entreprises (7 % du PIB). La politique de Macron se heurte à la réalité impossible à dissimuler : services publics au bord de la rupture, vague de licenciements économiques, pauvreté accrue. Ça ne l'a pas empêché, en pleine déroute électorale, de demander à Barnier de

préservé la richesse de ses amis en faisant peser la quasi-totalité des 60 milliards d'euros d'économies sur les services publics et les ménages.

En refusant dans leur projet les

quelques mesurées de « justice fiscale » qui avaient été adoptées par l'assemblée sous l'impulsion du NFP, Barnier et Macron ont signé leur refus de « lâcher » les plus riches. La motion de censure

est venue cette fois-ci siffler la fin de la partie. Peu de partis politiques peuvent ouvertement soutenir une politique favorable aux capitalistes, tant elle serait impopulaire. Le PS a peur de perdre ses élus s'il se détache trop du NFP. Le RN, malgré son objectif de sauver la tête de Barnier en négociant en sous-main des mesures de façade qui ne s'en prendraient pas aux intérêts de leurs soutiens les plus riches, a dû faire marche arrière sous la pression de la base populaire sur laquelle il s'appuie électoralement. La partie est pourtant loin d'être gagnée. Macron a nommé Bayrou avec pour mission de sauvegarder au mieux les cadeaux qu'ils ont obtenus. La bataille du budget n'est pas finie, et ne doit pas se cantonner au parlement. C'est dans la rue qu'elle pourra se gagner vraiment !

■ LC



## LFI SEULE OPPOSANTE À MACRON, ÇA NE SUFFIT PLUS !

La France Insoumise veut tirer profit de la crise politique, à juste titre, pour faire chuter Macron et ses gouvernements, plus instables les uns que les autres. C'est le sens du texte d'orientation de l'« assemblée représentative » de mi-décembre, validé par le vote de plus de 56 000 insoumis sur la plateforme en ligne. Il évoque différents scénarios pour la crise politique : chute de Macron dans les prochains mois, ou maintien du gouvernement jusqu'à une nouvelle dissolution cet été. L'objectif est de préparer les insoumis aux campagnes électorales découlant des deux possibilités, et des municipales. Mais rien de plus. Que faire pour que des luttes sociales naissent, comment coordonner les syndicalistes insoumis, comment mieux s'organiser en interne et élaborer une politique en plus de celles des parlementaires ? Les perspectives de LFI sont bien trop limitées au terrain électoral, dans l'activité comme dans le programme.

### LES LIMITES DES ÉLECTIONS

S'il est évident qu'il faut être présent aux élections à venir et s'implanter, ça ne peut pas être le cœur de la politique d'un mouvement qui a pour objectif de renverser Macron et le système qu'il défend. Mélenchon et la direction de LFI le savent. Ils en parlent de temps en temps : seul un mouvement de masse et de grève des travailleurs, avec les jeunes, pourra stopper Macron et mettre fin aux politiques de casse des services publics, au racisme, au soutien à la guerre... Les campagnes politisent la situation et permettent peut-être d'impliquer plus de monde. Mais ce n'est pas un terrain favorable à la victoire de notre camp contre celui des capitalistes.

Le NFP n'est pas une base suffisante contre Macron ; ni pour contrecarrer le RN. Comme avec la Nupes, le PS utilise cette alliance électorale pour aller négocier avec

le gouvernement des mesures anti-ouvrières comme la retraite à points. Le PS peut se permettre de le faire car LFI n'est pas assez costaud, le niveau de luttes est faible pour le moment, la direction du PCF participe à ne pas attaquer Macron-Bayrou et les directions syndicales refusent de préparer une véritable riposte. Pourtant, gouvernement et patronat poursuivent leur offensive contre les travailleurs. Ce sont ces freins qu'il faut chercher à débloquent.

### TRAVAILLEURS ET JEUNES, NOUS AVONS BESOIN D'UN PARTI À NOUS !

Une petite partie des jeunes et de travailleurs cherchent à résister à Macron et à s'organiser. Mélenchon et la FI seraient très utiles s'ils lançaient un appel à la constitution d'un vrai parti pour organiser toutes celles et ceux qui veulent lutter contre Macron et les capitalistes. Ceci



**Mélenchon et la FI seraient très utiles s'ils lançaient un appel à la constitution d'un vrai parti pour organiser toutes celles et ceux qui veulent lutter contre Macron et les capitalistes**

pourrait créer une dynamique. En effet, il manque un vrai outil politique pour les travailleurs et les jeunes, un parti de masse et de lutte contre le capitalisme et pour le socialisme. Un tel appel serait un pas dans ce sens et permettrait de lutter ensemble dès maintenant, plus forts et organisés, et d'ouvrir les échanges sur le programme socialiste capable d'en finir avec le capitalisme.

## ÉCONOMIE : LES CAPITALISTES FRANÇAIS EN GUERRE POUR TOUJOURS PLUS DE PROFITS

La logistique de cette guerre économique est assurée par le gouvernement : attaques destructrices sur les travailleurs et leurs droits, impérialisme de la France, porté par Macron : diplomatie, grands accords économiques...

Qui dirige cette guerre ? Les grands groupes tels que Sanofi, Total, LVMH... Conquête de nouveaux marchés, prédatations sur les ressources, course aux nouvelles technologies, spéculation, délocalisations pour des explosions de profits... La

dette spéculative (emprunts à hauts rendements) augmente et pourrait dépasser les 100 milliards d'euros en 2025.

Les victimes ? Les travailleurs et des vies bouleversées. Des centaines de milliers d'emplois impactés par les plans de

licenciements en France et la souffrance au travail qui se développe dans tous les secteurs. Les victimes de guerre ne sont jamais ceux qui la décident alors à nous de prendre le pouvoir économique !

## LE RN ET LA RECOMPOSITION DE LA DROITE

La bataille pour la direction de la droite s'est accélérée. LR n'arrive pas à se dépêtrer de sa crise interne, Bardella a revendiqué que le RN était la force capable de concilier les droites. Marion Maréchal a alors quitté Zemmour, et une partie de LR a fait de même avec Ciotti. Par ce changement de stratégie, le RN donne aussi des gages aux capitalistes pour être vus comme l'alternance à Macron. Bardella a déclaré finalement ne plus vouloir abroger la réforme des retraites, et être favorable au conditionnement du RSA. Les macronistes qui doivent composer avec des al-

liés de circonstances pour faire passer leurs attaques fricotent avec LR et l'extrême droite.

Ce revirement ne passe pas sans clivages au sein du RN. Marine Le Pen a longtemps défendu une approche populiste, profitant ainsi de l'absence d'un parti à gauche qui défend les intérêts des travailleurs et des jeunes. Elle s'est efforcée d'estomper le profil très nationaliste et raciste de son père. Le RN est une arnaque pour les travailleurs et les pauvres. JM Le Pen mort, le combat contre ses héritiers politiques continue !

■ YOHANN BIS

## LE PS À LA MANŒUVRE

Quand on demande à Olivier Faure si un accord de budget avec le gouvernement se profile, il répond que le PS est « non pas dans une concertation, mais dans une négociation ». Mais il n'y a rien à négocier avec Macron et Bayrou.

### LE CHANGEMENT, C'EST TOUJOURS PAS MAINTENANT

Le Parti Socialiste considérant que la « gauche du tout ou rien, c'est la gauche du rien », semble prendre chaque petit signe de non-échec comme une grande victoire, et s'en sert pour prendre une posture d'opposition « sérieuse » à Macron. Signe que non seulement cette pseudo-opposition autoproclamée ne pense pas hors du cadre des institutions, comme c'est attendu, mais qu'elle est toujours prête à gérer les affaires pour et avec les capitalistes.

Le PS, sous couvert de ne « pas scier la branche sur laquelle [ils sont] assis », d'après Faure, va jusqu'à rejeter l'idée de censurer le gouvernement Bayrou. Pourtant, ce dernier n'ose pas qualifier le RN d'extrême droite, de peur d'une censure de leur part. Il faut nous attendre à

lutter contre ce gouvernement plus longtemps que prévu.

Alors que les attaques sont annoncées, la direction du PS cherche donc un compromis avec le gouvernement Bayrou. Ainsi, elle pèse sur les directions syndicales et le PCF. Ces derniers semblent d'accord et donnent du temps à Bayrou en attendant le nouveau budget.

Mais le PS marche aussi sur des œufs car ils ne veulent pas trop se compromettre avant des municipales ou des législatives anticipées de peur de perdre des voix à gauche... ni paraître comme les diviseurs et s'éloigner trop de LFI, ce qui menacerait leurs des sièges.

Depuis un siècle le PS est passé d'un parti réformiste à un parti bourgeois en perdant sa base ouvrière et n'a eu de cesse de tout ramener à la bourgeoisie pour la sauver. Maintenant, il est clair qu'il n'ont gardé de Jean Jaurès que la formule « Le socialisme, c'est la république jusqu'au bout », sans pour autant la comprendre. Bien qu'ils en gardent jalousement le nom, le PS n'a plus rien de socialiste depuis un bon moment. C'est à travers nos idées et notre programme que nous pouvons nous revendiquer véritablement socialistes.



Faure et la direction du PS cherchent un compromis avec Bayrou, pesant sur les directions syndicales et le PCF. Tous lui donnent du temps et lui permettent d'élaborer son budget d'austérité...

## LE MESNIL-AMELOT (77) GRÈVE ILLIMITÉE CHEZ ACNA

Depuis le jeudi 12 décembre, des salariés de l'entreprise ACNA, sous traitante d'Air France, sont en grève. Ils sont en charge du nettoyage des avions à l'aéroport de Roissy-Charles-de-Gaulle. Sur les 700 salariés, près de 270 ont signé la grève et participent au mouvement qui consiste à un arrêt complet du travail durant 2h le matin, 2h le soir et 2h la nuit.

En 2018 puis en 2021, les syndicats ont signé des accords de performance en espérant que la situation financière s'améliorerait.

Ils ont cédé 17 jours de travail par an, et le tout en travaillant une trentaine de minutes de plus par jour. Ils doivent nettoyer 4 avions chacun par jour ! Mais rien n'a changé et aujourd'hui ils dénoncent les accords et veulent retrouver le même temps de travail qu'avant. Face à cela, la direction a choisi la répression et les menaces contre les grévistes mais la grève tient. Un nouveau rassemblement avait lieu le 10 janvier pour les soutenir. Solidarité avec les grévistes !

## FONTAINE-LE-BOURG (76) NON À LA FERMETURE DE L'USINE LEGRAND !

Sur les quatre sites Legrand en Seine-Maritime, c'est le troisième que la direction veut fermer avec le transfert d'une partie de la production sur le dernier site et le reste vers des filiales en Italie, Estonie, Turquie et Taïwan.

Pourtant, les dirigeants ont annoncé une progression de 3 à 5 % du chiffre d'affaire d'ici 2030, avec une marge opérationnelle de 20 %. Legrand est loin d'être une entreprise en difficulté. Ces fermetures et délocalisations sont juste dues à l'injonction d'augmenter les bénéfices des actionnaires.

Face à cela, il faut une première journée de grève totale de tous les sites de Legrand, associée à un mouvement d'ampleur contre les nombreux licenciements en Seine-Maritime et en France.

Exigeons la nationalisation de l'entreprise et sa gestion sous le contrôle démocratique des travailleurs. La production, ce sont les ouvriers qui la réalisent : ce sont eux qui savent gérer au mieux, dans l'intérêt de tous. L'outil industriel ne peut être sauvé qu'à condition de l'ôter des mains des parasites capitalistes.



Piquet de grève du 12 décembre sur le site de Fontaine-Le-Bourg

## CHOLET ET VANNES : TRAVAILLEUR-SES VS MICHELIN !

Un milliard 400 millions reversés aux actionnaires en 2024, dont 40 millions de subventions publiques. Or, le géant Michelin ferme deux usines à Cholet et Vannes, en licenciant 955 + 300 salarié-e-s (sans compter les emplois indirects). En réponse à ça, un mois de blocus de l'usine organisé par une assemblée générale quotidienne des travailleur.ses et un comité de lutte. Le piquet de grève a carburé au café et à la colère devant la situation inacceptable !

Ce n'est pas seulement l'histoire du récap' de la lutte... Comme le dit un camarade de l'AG de Michelin Cholet :

« On a beaucoup appris : on a appris qu'il fallait qu'on coordonne nos efforts ». Les grèves et blocus comme celle de Cholet font avancer la lutte globale des travailleur.ses. À Cholet, des indemnités de départ plus élevées ont été arrachées au patron. Les travailleurs repartent avec de meilleurs outils politiques pour lutter.

Pas une fermeture d'usine ou un licenciement de plus ! Encourageons et organisons des piquets de grève, blocus, assemblées générales, occupations d'usine dans toutes les boîtes où les droits des travailleur.ses ne sont pas respectés !

# NE LAISSONS AUCUN RÉPIT À BAYROU ET MACRON, LUTTONS POUR LES STOPPER !

La grève du 5 décembre contre le plan d'austerité de Barnier de 60 milliards a été une réussite. Quelques mesures phare comme les jours de carence ont entraîné la colère. Puis plus rien : aucune stratégie annoncée par les directions syndicales malgré les différentes journées de grève nationales de plusieurs secteurs qui avaient lieu. On aurait pu faire plusieurs jours de grève interprofessionnelle pour faire tomber le gouvernement et imposer nos revendications.

La pression est tout de même montée à la base des syndicats pour que le public se joigne au privé le 12 décembre, date prévue par la CGT sur les licenciements. Mais le minimum de mobilisation a été fait et la date est restée très confidentielle. À la SNCF, après quelques concessions sur la durée du maintien des acquis dans le privé, la grève n'a pas décollé faute de lien avec les revendications sur les salaires et avec les différents statuts. À la RATP idem. Pourtant les dépôts sont vendus un par un. Il y a eu

peu de réactions des syndicats. Heureusement le gouvernement Barnier est tombé. Mais là encore, la plupart des syndicats hormis la CGT ont signé avec le patronat un texte le 12 décembre pour demander plus de stabilité et plus de dialogue social alors que cela fait 7 ans que Macron nous marche dessus, puis plus rien n'a été proposé.

### CONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE CONTRE LE GOUVERNEMENT ET LE PATRONAT

La colère et l'envie de lutter sont là mais les travailleur.ses attendent des propositions sérieuses de lutte pour se mettre en action et pas des journées isolées sans plan de lutte. Partout, il faut des syndicats combattifs et combler les déserts syndicaux en multipliant les actions de syndicalisation et la formation des membres et des élus. L'enjeu est de travailler à des revendications qui permettent d'unir les différents statuts des travailleurs et

d'organiser des luttes déterminées à gagner sur la durée.

Le 22 janvier, il y a à nouveau une journée d'action contre les licenciements et certains secteurs s'y joignent. Cela est insuffisant, c'est toute la politique de Macron et du gouvernement Bayrou qui va nous ressortir la même chose qu'il faut stopper. Pour cela, il faut que les journées sectorielles de grève soient des points d'appui pour construire une grève interprofessionnelle de trois jours fin janvier. Cela ramènera bon nombre de travailleurs prêts à s'organiser qui refusent les journées isolées et pour qui le slogan de grève

générale paraît bien haut pour l'instant.

Une grève de démonstration de 3 jours serait une vraie démonstration de force sans attendre qu'un nouveau gouvernement réactionnaire se consolide. Cela pousserait les capitalistes dans leurs retranchements et permettrait de discuter largement sur les lieux de travail, en assemblée, d'un gouvernement issu des travailleurs et d'accroître nos forces pour les futurs combats que notre classe sociale aura à affronter face à une classe capitaliste toujours plus offensive.

■ MATTHIAS



Manifestation à Bordeaux le 5 décembre 2024

## CONTRE LE CHÔMAGE, LUTTONS POUR UN EMPLOI DÉCENT POUR TOUS !

En 2024, il y a eu 365 plans de licenciements et 186 000 travailleurs ont été virés. Des grosses boîtes comme Auchan, Stellantis, Michelin, MA France, Airbus, Vencorex, Valeo, Sanofi ont licencié des dizaines de milliers de salariés en versant des millions, voire des milliards d'euros chaque année, à leurs actionnaires. En 2025, les prévisions sont encore pires. Plusieurs centaines de milliers de travailleurs de plus devraient se retrouver au chômage. Il faudrait un vrai plan de lutte pour zéro licenciement. Pour empêcher le PSE, il faut nationaliser les entreprises qui licencient et les mettre sous le contrôle des travailleurs.

Le budget de loi de finances 2025 entend supprimer des milliers de postes dans la fonction publique. La Cour

des comptes exige 100 000 suppressions de postes de fonctionnaires. Les services publics sont déjà délabrés et désormais inexistantes dans de nombreux territoires. Dans l'état actuel, la surcharge de travail imposerait des embauches massives et il faudrait les redéployer partout pour que la population puisse en bénéficier.

La CGT a pour mot d'ordre la « réindustrialisation » du pays. Ce n'est pas le nôtre. En effet, qu'est-ce que ça signifie ? Demander au gouvernement d'aider les industriels à rapatrier leurs activités, c'est-à-dire les aider à nous exploiter pour pouvoir continuer à s'enrichir sur notre dos. Une partie des directions syndicales, et les partis comme le PCF qui défend la même chose, créent l'illusion que les politiciens et les patrons pourraient se voir imposer une

version plus « light » du système, plus acceptable pour les travailleurs. Mais c'est un leurre dangereux : le capitalisme reposera toujours sur l'exploitation.

Une lutte qui unifie tous les travailleurs doit être rapidement mise à l'ordre du jour par les organisations syndicales et politiques pour imposer zéro licenciement, l'augmentation des salaires, des embauches dans les services publics.



*Il faudrait un vrai plan de lutte pour zéro licenciement. Pour les empêcher, il faut nationaliser les entreprises qui licencient et les mettre sous le contrôle des travailleurs.*



### INTERDIRE LES LICENCIEMENTS ?

Des organisations comme le NPA en appellent à une loi pour interdire les licenciements. Ce mot d'ordre est illusoire. En 2013, la loi Florange voulait simplement imposer une amende de 2 % du chiffre d'affaires des entreprises qui auraient refusé

l'offre d'un repreneur sans motif sérieux avant de pouvoir engager un PSE. Le Conseil constitutionnel l'a rejetée car contraire à la liberté d'entreprendre. Il n'en pourrait pas en être autrement avec une loi contre les licenciements.

# FACE AUX CAPITALISTES, LEUR GOUVERNEMENT ET LEURS CRISES POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !

Le nouveau budget serait « assoupli » : au lieu des 60 milliards d'euros de coupes budgétaires prévues par Barnier, il n'y aurait « que » 50 milliards d'euros.

Concrètement : nouveau budget – nouveau carnage : destruction programmée de la sécurité sociale, suppression massive de moyens et de postes dans les services publics, déjà bien cassés et au bord de la rupture (hôpitaux, Éducation nationale...).

En même temps, l'État donne tous les ans 200 milliards d'euros « d'aides » aux grandes entreprises privées. En somme, ce sont nos impôts et taxes qui financent en partie les dividendes des actionnaires de ces grands groupes capitalistes qui licencient massivement en ce moment.

## ILS SONT EN CRISE PROFONDE, C'EST LE MOMENT D'Y ALLER !

Les capitalistes et leur gouvernement ne veulent en aucun cas satisfaire les besoins de la majorité de la population. Au contraire, ils cherchent à faire payer les travailleurs pour la crise économique en faisant tout pour garantir un maximum de profits pour le CAC 40. Mais la crise politique est profonde et les représentants politiques directs des capitalistes sont en grande difficulté.

Au lieu d'accepter de négocier avec ce gouvernement, de conclure des « pactes de non-agression » ou de rester inerte sous une forme d'attentisme, le mouvement ouvrier (partis et syndicats) doit profiter de cette crise politique pour

combattre sans compromis la politique du gouvernement afin de le dégager. En balayant avec une lutte massive et déterminée toutes les attaques en cours et en gagnant des réelles avancées pour les travailleurs en terme de conditions de travail et de vie.

## POUR UN GOUVERNEMENT DES TRAVAILLEURS !

Seul un gouvernement des travailleurs issu des luttes des travailleurs et du mouvement ouvrier pourra mener une politique en faveur des travailleurs et de la majorité de la population. Pour cela, un tel gouvernement s'en prendra aux intérêts des capitalistes et au système capitaliste dans son ensemble. Il abrogera immédiatement la totalité des contre-réformes

de ces dernières années (loi travail, retraites...), des lois racistes et sécuritaires, annulera le budget d'austérité et donnera des moyens massifs, à la hauteur des besoins, aux services publics.

Mais la mesure la plus importante sera la nationalisation des grands groupes capitalistes des secteurs clés de l'économie (finances, énergie, transports, grande distribution...) et leur mise sous la gestion et le contrôle des travailleurs eux-mêmes. C'est ainsi que les travailleurs qui font tourner la production et la société les feront tourner dans leurs intérêts. C'est le seul moyen pour mettre fin à l'exploitation, au chômage et à la pauvreté, pour satisfaire l'ensemble des besoins de la population et pour construire une société socialiste.



## ÉDUCATION NATIONALE : BORNE TO BE WILD ?

Depuis la réélection de Macron, six ministres se sont succédé, Ndiaye, Attal, Oudéa-Castéra, Belloubet, Genetet. La nouvelle, mais non des moindres, l'ancienne première ministre Borne nous explique que de ne pas connaître les sujets permet d'avoir un œil nouveau. La seule chose qu'on sait c'est que la politique de casse va rester la même.

Mais à chaque ministre son lot de casseroles et scandales divers et variés. Borne a ainsi réussi à Mayotte dévasté d'en faire un premier. Face à deux enseignants qui lui expliquaient les difficultés pour accéder aux quartiers constitués de bidonvilles, elle a nié puis tourné les talons.

Ce mépris va de pair avec une dégradation progressive des conditions de travail, avec un nombre d'élèves par classe qui ne cesse d'augmenter, des missions toujours plus aléa-

toires et sans queue ni tête et des salaires qui stagnent. La hiérarchie a pour objectif de ne pas faire de vague mais a du mal à cacher la misère que cette politique engendre.

## LA RÉFORME DE LA CLASSE DE TERMINALE DES LYCÉES PRO

Les conditions d'apprentissage des élèves se détériorent à chaque réforme avec une diminution du temps passé en classe avec. Désormais, les épreuves du bac en lycée pro ont lieu la plupart en mai, avec ensuite un « choix » pour les élèves, ou ils partent travailler tous le mois de juin ou ils vont dans un module de poursuite d'étude.

Dans la grande majorité des cas, les élèves partent pour travailler, ce qui permet aux entreprises d'avoir de la main d'œuvre gratuite, l'état prenant en charge la rémunération des jeunes. Les lycéens perdent un

mois entier d'enseignement, puisque la plupart ne veut pas ou ne peut pas poursuivre les études, ayant été refusé des choix possibles avec le système Parcoursup. D'un autre côté, les programmes sont les mêmes que les années précédentes, avec un mois entier qui a disparu pour les faire.

Les réformes s'empilent, se chevauchent ou sont partiellement maintenues... Mais la vérité des prix vient toujours avec

le budget et les moyens humains et matériels qu'il fixe, c'est à dire pour l'année scolaire prochaine, le nombre de classes, d'écoles... et les personnels. C'est annoncé à l'hiver pour septembre. Et la saignée est sévère.

Tout cela, ce ne sont pas des ajustements ou des couacs, mais une politique de démantèlement du service public d'éducation éprouvée ailleurs. Il faut dès à présent préparer une grève massive et déterminée.



Borne et Bayrou à Mayotte le 30 décembre, après le conseil municipal de Pau, et le jour où elle a tourné les talons face à des profs de l'île

## 2024, LA FÊTE AUX PROFITS POUR LES CAPITALISTES

Le CAC 40 franchit 8 000 points pour la première fois (les actionnaires n'ont jamais été aussi bien rémunérés !). Total, Véolia, Renault, Schneider, Stellantis, Hermès, L'Oréal ont atteint un nouveau record de marges... Cela veut dire 153 milliards d'euros de bénéfices, après le précédent record de 2023 à 141 milliards ! Pour nous, la misère et l'exploitation, pour eux,

les poches plus pleines que jamais ! Et après, les économistes se lamentent d'un déficit à 6,5 % du PIB, d'une dette à 113 %, d'un chômage de 7,5 %, 21 % chez les jeunes... Cela montre bien que tous les budgets d'austérité, toutes les histoires de déficit, de dette publique, sont des blagues. Le gouvernement ne veut que pressurer la population pour enrichir les milliardaires.

## INÉGALITÉS : MACRON, LE PRÉSIDENT DES ULTRA-RICHES

Les revenus des ultra-riches ont triplé depuis 2008. Les grands gagnants de la politique économique de Macron sont donc les 5 000 personnes qui gagnent plus de 300 000 €/mois. Mais à l'inférieur de ce groupe, c'est le grand jackpot pour les 500 qui gagnent plus de 1 500 000 €/mois.



## NON AU CONDITIONNEMENT DU RSA ! STOP AUX ATTAQUES SUR LES CHÔMEURS !

Le déploiement de la loi « Plein emploi » de Macron entre dans une nouvelle phase. Allocataires du RSA, conjoint.es, enfants en âge de travailler sans activité, c'est 1 500 000 personnes supplémentaires qui vont être inscrites en janvier. Il est demandé aux agents de France Travail et aux conseillers départementaux de mettre en place une orientation et un tout nouveau contrat d'engagement fixant l'intensité hebdomadaire d'activité à accomplir avec les 7 millions d'inscrits, toutes catégories confondues.

Pour être « en règle », les privés d'emplois devront donc justifier toutes les semaines de candidatures, la participation à des ateliers ou prestations, la réalisation de formations, de stages, ou encore de bénévolats, laissant la place à du travail 100 % gratuit !

Les contrôles seront renforcés en 2025 et le décret sur les nouvelles sections permettra de sanctionner sur les allocations chômage tout comme le RSA. Il s'agit encore de faire porter la responsabilité du chômage aux travailleurs privés d'emploi alors que les capitalistes licencient par milliers. Mais surtout l'objectif est de mettre un maximum de pression pour que les privés d'emploi se positionnent sur toutes les missions avec les moins bonnes conditions de travail et rémunérations. En somme, une façon de faire encore pression sur les salaires :

c'est une attaque contre tous les travailleurs !

## LUTTONS TOUS ENSEMBLE POUR ABROGER LA LOI PLEIN EMPLOI

Dans le même temps, les privatisations de l'accompagnement s'accroissent, profitant de cette loi pour structurer encore plus le marché sur notre dos. Le conseiller est relégué à un rôle de vendeur de prestations et de contrôleur des obligations, pendant que les travailleurs chez ces prestataires sont mal payés et ont la pression pour faire du chiffre.

Le 5 décembre, 13 000 agents de France Travail étaient en grève contre la casse de leurs missions. Face à la colère, ils ont obtenu 1,75 % d'augmentation de salaire – ce qui est insuffisant – mais rien contre l'arrêt des privatisations des accompagnements. La colère monte aussi dans les Missions Locales – qui accompagnent les jeunes – et au sein des structures des conseils départementaux. Des journées de grèves sont en préparation pour février. Il est urgent de construire une grève coordonnée et massive des métiers de l'insertion professionnelle contre toutes ces attaques et revendiquer un véritable service public dont la mission est l'accompagnement et l'indemnisation de toutes celles et ceux que les patrons ont virés ou n'ont pas recrutés.

## JOURNÉE INTERNATIONALE POUR LE DROIT DES FEMMES : LE 8 MARS AUSSI DOIT ÊTRE UNE JOURNÉE DE LUTTE CONTRE MACRON ET LES CAPITALISTES !

La situation économique générale se dégrade et ne va pas s'améliorer avec la récession qui vient. Dans les périodes de crises, les femmes sont en première ligne. La majorité des emplois précaires sont occupés par des femmes et elles représentent plus de 80 % des familles monoparentales. L'envolée des prix fait beaucoup de mal. La destruction des services publics les affecte encore plus, en rendant difficile d'accès des droits pourtant acquis, comme l'IVG, ou en rendant plus difficile la lutte contre les violences. Et le gouvernement prévoit encore des dizaines de milliards d'économie, ce qui va dégrader les moyens de

garde pour les enfants, l'éducation, la santé, et rendre tout plus cher.

Le 8 mars, c'est la journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Dans beaucoup de révolutions, ce sont les travailleuses qui ont lancé la bataille, comme les ouvrières de Pétrograd, un 8 mars, lors de la révolution de 1917. Lutter pour les droits des femmes et des travailleuses, c'est lutter pour les droits de tous. Si leur situation s'améliore, c'est la condition de tous les travailleurs qui s'améliore. Ce 8 mars est un samedi, alors nous devons organiser de grandes manifestations partout pour de nouveaux droits pour les femmes en étant unis, travailleuses ET travailleurs ! Mais aussi préparer un mouvement de masse pour l'augmentation et l'égalité des salaires, des moyens pour les services publics et contre la politique de Macron, meilleur défenseur des capitalistes et donc du sexisme.

■ MELIA



## BOLLORÉ LOGISTICS, À EUX DE PAYER !

Deux ans après l'incendie de Bolloré Logistics survenu le 23 janvier 2023 à Grand-Couronne, les travaux de dépollution ne sont pas finis et les industriels se renvoient la balle au tribunal. Bolloré Logistics et sa filiale Blue Solutions refusent d'admettre avoir stocké illégalement des batteries au lithium usagées. Ils ont pourtant les moyens de payer les 3 millions d'euros

nécessaires, vu les 1,3 milliards de chiffre d'affaires du premier trimestre 2023 !

Pendant ce temps, ce sont les habitants de Grand-Couronne et des alentours qui subissent les conséquences sur leur santé. Les capitalistes se fichent de provoquer des catastrophes écologiques tant qu'ils peuvent éviter les conséquences. À nous de reprendre la production !

## UN LOGEMENT POUR TOUS !

Le nouveau rapport 2024 de la fondation Abbé Pierre montre que la crise du logement continue violemment en France. 4,2 millions de personnes sont actuellement non ou mal logées, 330 000 personnes sont sans domicile. Et il y a 3,1 millions de logements vacants, soit 1 logement sur 12 ! La plupart d'entre eux appartiennent à des multi-proprétaires. À Marseille, il manquerait au moins 20 000 logements dans la ville et 40 000 sont insalubres.

Au total, on considère que près de 15 millions de personnes subissent la crise du

logement. Si on construit pour pallier au problème mais que les nouveaux bâtiments sont transformés en Airbnb, car plus rentables pour les plus gros propriétaires, ça ne va pas améliorer la situation !

Se loger est un droit, chacun doit avoir accès à un logement décent. Les logements vides doivent être réquisitionnés, stop aux logements réservés au tourisme ! Si jamais il y a besoin de construction, ça doit se faire par une gestion publique, en fonction de nos réels besoins de logement.

■ LU MDS

# LA LUTTE CONTRE LE RACISME EST TOUJOURS NÉCESSAIRE !

L'opposition au racisme a nettement progressé ces vingt dernières années. Le pourcentage de ceux qui pensent « que les races n'existent pas » a plus que doublé entre 2002 et 2019 (16 à 36 %). Il se maintient à ce niveau depuis. Pourtant en 2023, 91 % des personnes noires se disaient victimes de discrimination en France. Et les actes racistes contre les musulmans et contre les juifs ont également augmenté. Une majorité veut aussi prendre des mesures plus fortes pour exclure les migrants illégaux. Mais près de 50 % de la population veut accueillir les migrants décentement.

Sur ces questions, les idées sont donc mélangées et complexes. C'est le résultat d'une féroce propagande de la part des gouvernements et de l'extrême droite et de l'absence de campagne antiraciste réelle à gauche et dans les syndicats.

## UNE POLITIQUE RACISTE POUR CACHER LE FOND DE LEUR POLITIQUE

Macron, Darmanin, mais aussi Hollande, Valls ou Sarkozy avant, ont passé leur temps ces dernières années au gouvernement, à parler sans cesse des migrants sur de petits bateaux et à multiplier les lois racistes contre eux ou à montrer du doigt les musulmans, les femmes voilées...

Tous ces politiciens ont mené des politiques de privatisation et des coupes massives dans les services publics, et ne font rien pour

lutter contre la baisse du niveau de vie, ou contre la crise du logement et la hausse de la pauvreté.

Les politiciens capitalistes utilisent le racisme contre les migrants et la haine des musulmans pour détourner l'attention de l'échec de leur système radicalement injuste, incapable de fournir un salaire décent, des logements, de vrais services publics et un véritable avenir aux jeunes !

## POUR UNE MOBILISATION DE MASSE, ET PAS DE RACISME !

Les manifestations en solidarité avec les migrants autour des 14 et 18 décembre 2024 ont permis de remobiliser un peu. Les mobilisations quasi-hebdomadaires contre la guerre contre Gaza et le génocide des Palestiniens jouent aussi, dans le contexte, un rôle antiraciste pour dénoncer le racisme contre les arabes et réfuter dans la rue les accusations d'antisémitisme véhiculées par Macron et l'extrême droite contre celles et ceux qui luttent contre la guerre.

Le combat antiraciste est central pour les organisations du mouvement ouvrier (partis, syndicats et associations). La lutte pour de meilleures conditions de vie est indissociable de celle contre le racisme.

Il faut lutter contre la division des travailleurs qui nous empêche de dégager Macron et fait monter Bardella et Le Pen. Les syndicats devraient mobiliser leurs membres et les appeler à se joindre aux manifestations antiracistes. La Gauche révolutionnaire fait campagne pour que les syndicats et les organisations politiques à l'échelle nationale utilisent toutes leurs ressources pour vraiment mobiliser. Une mobilisation nationale de masse serait une démonstration de



## Un programme en 9 points contre le racisme et le capitalisme :

- 1. Contre le racisme : égalité entre toutes et tous !**
- 2. Contre toutes les discriminations (origines, religion, genre, sexualité...)**
- 3. Non à la loi Darmanin, abolition de toutes les lois et circulaires racistes ! Pour la régularisation de tous les sans papiers et un accueil digne pour les réfugiés**
- 4. Contre les violences policières ! Dissolution des BAC, BRAV et autres brigades spéciales ! Stop à la répression des militant-es**
- 5. Un vrai emploi avec un vrai salaire pour tous. Un logement décent pour tous !**
- 6. Des services publics de qualité et gratuits ; avec de vrais moyens pour répondre aux besoins de tous !**
- 7. Prenons dans les profits des capitalistes : indexation des salaires sur l'inflation, +300 € pour tous et pas un revenu sous 1600 € nets !**
- 8. Contre les guerres et l'impérialisme : solidarité internationale !**
- 9. Assez des capitalistes qui se gavent sur notre dos ! Contre le capitalisme, luttons pour le socialisme !**

force, renforçant la confiance des travailleurs et le combat tous ensemble quelle que soit son origine et sa couleur de peau, contre le capitalisme et le racisme.

■ LEÏLA MESSAUDI

## MIGRANTS : POUR UN ACCUEIL DIGNE

Avec la multiplication des situations de guerre entre les grandes puissances et de pauvreté du monde néocolonial, le nombre de migrants a atteint 280 millions de personnes, dont 117 millions de déplacés. Les migrants climatiques et inter-État sont en constante progression, avec environ 30 millions en 2022. Face à cette situation, les pays capitalistes les plus riches ne veulent pas assumer leurs responsabilités et préfèrent passer

des accords pour éviter que des migrants arrivent. L'UE a donné à la Turquie 7 milliards d'euros depuis 2016 pour cela et laisse les migrants mourir en Méditerranée. L'année dernière, ce sont 2200 personnes qui y ont perdu la vie. On assiste à une vraie déshumanisation pour satisfaire les fantasmes et l'idéologie racistes des gouvernements en place. En France, avec les dernières lois, tout est fait pour décourager les demandes d'asile et parquer les migrants dans les centres de

réception, dans des conditions indignes, le plus longtemps possible en attendant de pouvoir les expulser. Des mineurs isolés sont laissés à l'abandon. De la surenchère raciste est faite aussi sur l'Aide Médicale d'État (AME), qui ne représente que 0,5 % des dépenses de santé de la Sécu et qui est là pour protéger la santé des migrants, mais aussi la nôtre, car les virus ne connaissent pas les frontières.

Nous exigeons des équipes de secours en Méditerranée et

aux frontières, plutôt que pour la répression, ainsi que la fermeture des centres de rétention et plus de moyens pour traiter les dossiers.

Tout les migrants qui en ont besoin devraient pouvoir bénéficier de l'asile politique. Pour les plus précaires et les mineurs, nous devons leur donner accès à des hébergements, des soins et l'éducation, le temps de choisir leur pays d'installation.

# JEUNESSE ET SOCIALISME !

LA JEUNESSE EST LA FLAMME DE LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE - KARL LIEBKNECHT



## ASSEZ DE LA PRESSION !

L'année 2024 a marqué, une fois de plus, une augmentation forte des oppressions envers la jeunesse. En réduisant toujours plus le budget de l'éducation, en supprimant des postes de profs et d'éducateurs, ils détruisent peu à peu le système éducatif déjà mis à mal par Parcoursup et son système injuste de mise en concurrence des étudiants, qui laisse sur le carreau des centaines de jeunes.

La jeunesse fait également face à une forte répression dans des situations de luttes sociales, comme c'est le cas pour les mobilisations Gaza, notamment dans les facs, avec des interdictions injustifiées de manifester et des violences policières qui se multiplient dans la plus complète impunité. Pour couronner le tout, on nous propose des emplois sous-payés, comme les

stages SNU (Service National Universel) qui ne servent qu'à promouvoir l'autorité et le respect de l'ordre, sous couvert d'opportunités pour les jeunes. Ou bien les services civiques, ou encore, pour toutes les personnes touchant le RSA, les 15 heures hebdomadaires de travail obligatoire et non rémunérées !

Dans cette oppression toujours plus forte, on peut voir le souhait des capitalistes de contrôler le parcours des jeunes et de les rendre les plus dociles possibles, en développant l'obéissance, l'ordre et le patriotisme par le biais du SNU par exemple, ou en obligeant dans les salles de classe l'affichage des paroles de l'hymne national. Cette volonté de mettre la jeunesse au pas résonne avec les multiples interventions de Macron au champ lexical guerrier, comme

par exemple son désir de « réarmement démographique ».

### LES RAISONS DE CETTE PRESSION

La situation est de pire en pire pour les jeunes. Il y a une réelle volonté de mettre la tête de la population sous l'eau, pour éviter l'émergence de luttes sociales et de soulèvements. En mettant les jeunes au travail et en s'assurant qu'ils aient suffisamment de pression (emplois du temps de 8h à 18h, contrôle continu, etc.), ils ne leur permettent pas d'avoir le temps ni l'énergie de s'organiser pour militer, ou même de trop réfléchir aux ficelles de l'organisation de la société en classes et aux moyens de changer les choses.

Ce système permet aussi au capitalisme d'exploiter encore

davantage et encore plus jeunes les travailleurs, en s'offrant des jeunes hyper-spécialisés mais qu'ils peuvent sous-payer et licencier quand bon leur semble. Il s'agit d'un des grands principes du capitalisme théorisé par Marx, l'armée de réserve de travailleurs : le chômage de masse induit par le capitalisme justifie le maintien des salaires des travailleurs à un niveau très bas, et donc d'imposer la précarité. La présence d'un grand nombre de chômeurs est donc non seulement inévitable, mais également voulue par le capitalisme.

Face au capitalisme qui par sa nature nous contraint et nous oppresse, nous met la tête sous l'eau pour nous empêcher de réagir, unissons-nous ! Avec la Gauche Révolutionnaire, luttons contre ces oppressions et contre le capitalisme en général, luttons pour le socialisme !

## FACS ATTAQUÉES, LES ÉTUDIANTS EN FONT LES FRAIS !

Un étudiant sur 4 est obligé de travailler pour vivre et financer ses études, les bénéficiaires de 15 à 24 ans de la banque alimentaire ont augmenté de 13 % depuis 2020, et un étudiant sur 5 vit sous le seuil de pauvreté. Arrêtons les chiffres ici, tu as certainement déjà constaté la progression de la précarité étudiante. On n'attend rien du nouveau gouvernement Bayrou ! Les gouvernements Macron se succèdent et la casse de l'éducation et des études supérieures se poursuit. Tu pensais avoir débloqué un super niveau en ayant survécu à Parcoursup. Mais non, tu étudieras dans des conditions d'étude détériorées : pas assez de profs et infrastructures vétustes. Les bourses sont insuffisantes pour vivre décemment et les critères se durcissent. À cause de ça, beaucoup d'étudiant.es doivent trouver un travail en décalé et souvent mal payé. Et tous les autres galéreront à trouver un stage ou une alternance mal rémunérée.

À la Gauche révolutionnaire, on se bat pour une éducation 100 % publique, gratuite, accessible pour toutes et tous, et sans sélection ; où ce ne sont pas les capitalistes qui décident de notre avenir à notre place mais nous-mêmes. Nous on veut étudier ce qu'on veut, et sans pression ! Côté budget, il devient urgent que le repas à 1 € soit pour tous (pas que les boursiers) et que des logements de qualité soient accessibles en masse, etc.

Pour obtenir la moindre de ces revendications, la jeunesse doit s'organiser sur ses lieux d'études, dans des assemblées générales par exemple. Les mobilisations contre la guerre à Gaza ont montré qu'une couche voulait lutter. Il est nécessaire que cette couche s'organise politiquement, en se liant aussi aux travailleurs en lutte contre cette société. C'est toutes et tous ensemble en luttant qu'on pourra déga-ger Macron et sa politique. Viens en discuter avec nous !

■ LÉON & ANAÏS

## LES LYCÉENS DANS LA RUE

Pendant les débats sur le budget, et après la censure du gouvernement Macron-Barnier, des lycéens et lycéennes se sont joints à la mobilisation du 5 décembre des travailleurs de la fonction publique.

Ils avaient leurs propres revendications, parce qu'eux aussi étaient attaqués dans ce budget ! Plus assez d'argent pour les sorties scolaires, des emplois du temps de 8h à 18h, pas de chauffage dans certains bâtiments !

On sait tous que ça désavantage les élèves et les profs. Au-delà du dernier budget, ça fait des années que les classes sont de plus en plus chargées, que les moyens ne sont pas à la hauteur des besoins et que les lycéens n'ont aucune idée de ce qu'ils vont faire plus tard. On parle de violence, de responsabilité des parents et de jeunesse perdue, alors que c'est le capitalisme qui cause les conditions de vie actuelles, le tri des élèves et la pression permanente.

### ASSEZ DE CETTE SOCIÉTÉ ! IL FAUT S'ORGANISER !

La vérité, c'est qu'on veut une autre société. On veut vivre dans un monde sans guerre ni discrimination, où pouvoir étudier en paix et dans de bonnes conditions, et où on aura un autre avenir que la précarité. En décembre, certains lycéens et ly-

céennes en ont eu marre et ont voulu se faire entendre. Ils ont pris le chemin de la lutte.

Des blocus ont eu lieu dans les lycées, avec une volonté de s'adresser aux autres élèves et de participer aux manifs après. Le dernier mouvement lycéen était contre la réforme du bac et celles des retraites de 2019. C'est une très bonne chose qu'une nouvelle génération expérimente les différents moyens de lutter collectivement, parce que ce n'est pas en demandant gentiment à la ministre Borne de nous donner un bon système scolaire qu'on l'aura ! Il va falloir qu'on bataille contre ce nouveau gouvernement et contre tous les autres qui suivront, du moment qu'ils ne défendent pas les intérêts des jeunes et des travailleurs ! Mais pour gagner il faudra qu'on soit nombreux à s'organiser dans nos lycées. On a commencé à lutter et à dire stop en décembre, continuons !



## JEUNES RÉVOLTÉS : QUELLE PLACE POUR NOUS DANS LA LUTTE ?

Alors que de nouvelles luttes se profilent, il est important d'avoir conscience de notre place en tant que jeunes dans une lutte de masse. La plupart des étudiants fêtent le début d'année sous le signe de la précarité et certains sont déjà exploités au sein de leurs études. Il est plus important que jamais

de se révolter. Même si on n'a pas le pouvoir d'arrêter la production, nous pouvons soutenir les travailleurs qui le font lors de leurs grèves. Entrons en lutte à leurs côtés en s'organisant au sein de nos lycées, facs, écoles et IUT !

Il faut qu'on s'unisse, parce qu'on souffre des mêmes dé-

cision de personnalités politiques qui servent les intérêts des patrons. La cause de notre précarité et de nos conditions d'études vétustes, c'est la même que celle des mauvaises conditions de travail et de vie des travailleurs : c'est le capitalisme ! Et pour enfin arrêter Macron et ses politiques, il est essentiel de

s'unir autour de revendications communes. Révoltons-nous contre le capitalisme et la misère, luttons pour de meilleures conditions de vie pour toutes et pour le socialisme !

■ CYAN

## ÉTUDIANTS INFIRMIERS, ÇA VA L'EXPLOITATION ?

Tous les secteurs ont été touchés par la politique d'austérité de Macron, la santé en fait évidemment partie. Le personnel médical est très touché, mais les étudiants ne sont pas non plus épargnés. Au lendemain du premier stage de l'année, plus de la moitié des étudiants infirmiers de l'IFSI Simone Veil (Rouen) déclarent avoir été réquisitionnés afin de pallier au sous-effectif.

Des étudiants censés être en formation sont exploités par les établissements afin de pallier aux coupes brutales de personnel de Macron et de

tous ses premiers ministres. De plus, après l'exploitation des étudiants pendant 5 semaines, quoi de mieux que de leur faire passer des examens ? Cette pression a des conséquences ; une dizaine d'étudiants ont abandonné leur formation pendant la période de premier stage cette année, au sein des différentes promotions. La solution trouvée par Macron pour reconstruire l'hôpital public est donc de dégoûter les étudiants du milieu en les exploitant dès le début de leur formation ?

■ ASH

# EN 2025, S'ORGANISER AVEC LA GR POUR TOUT CHANGER !



La tradition en début d'année, c'est de se souhaiter du bonheur. On a tous envie d'être heureux et que le bonheur soit partagé tout autour de nous. Pourtant, on a plutôt l'impression que c'est l'inverse qui se produit, des vies de plus en plus dures, la guerre,

la pauvreté, les difficultés pour se loger, avoir un emploi stable avec un salaire décent...

Le système capitaliste nous prive d'accès aux bases matérielles qui nous permettraient de vivre sereinement. Aujourd'hui, le malaise est palpable dans toute la société.

On voit un tas de balivernes individualistes pour tenter d'atteindre « l'épanouissement personnel » mais jamais la source du problème n'est désignée : toutes les ressources et les richesses sont accaparées par une poignée de capitalistes avarés, nous subissons leur exploita-

tion sans rien pouvoir contrôler, ils nous volent nos vies ! Changer la société, prendre en main la production et la répartition des richesses, ce n'est pas un vœu pieux, c'est un combat ! C'est ce combat que l'on mène à la Gauche Révolutionnaire et à l'échelle internationale avec le

Comité pour une Internationale Ouvrière (CIO) : construire notre parti pour changer nos vies, pour instaurer le socialisme et contrôler enfin la société démocratiquement afin de mettre les moyens là où il y a besoin pour que l'humanité puisse aller de l'avant. Et

pour porter cela, chaque militant compte ! En cette nouvelle année, la meilleure des résolutions, c'est rejoindre la lutte pour la révolution socialiste !

## POURQUOI J'AI REJOINT LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

J'ai rejoint la GR il y a de ça 2 ans, lors des grèves interprofessionnelles contre la réforme des retraites, après un assez long temps à me politiser dans mon coin. Je suis passionnée d'histoire et je voyais bien comment dans le passé déjà les sociétés étaient divisées en classes et intuitivement, j'ai pensé que c'était encore le cas aujourd'hui. J'ai passé mes années de primaire et de collège dans un environnement assez petit-bourgeois mais je ne me sentais pas à ma place parce que souvent, être fille d'une travailleuse pauvre me démarquait beaucoup.

Un autre point important sur lequel je me suis politisée petit à petit est le stalinisme. Pendant longtemps, j'ai eu une admiration nostalgique pour des révolutions socialistes comme celle de 1917. J'ai été confrontée au stalinisme, qui s'en revendique et

qui s'appuie sur certaines des avancées que la révolution a permis, tout en l'ayant trahie. Pendant un temps je me revendiquais communiste sans pour autant m'identifier clairement à un courant spécifique.

C'est pendant les grèves que je me suis décidée à chercher une organisation pour ne pas agir individuellement. J'ai rencontré la GR lors de l'une de ces manifs et j'ai pris leur journal. En lisant tout ce que les autres organisations avaient à dire, je me suis dit que la GR semblait le plus correspondre à ce que je pensais. Lorsqu'ils m'ont recontactée j'ai pu discuter plus en profondeur sur l'analyse et le programme mais aussi militer et donc voir concrètement comment fonctionnait la GR. Ne voyant pas de désaccord avec, j'ai décidé de rejoindre et d'y militer !

■ MARIE

SECTION DE PARIS

## ÊTRE MILITANT-E À LA GR : À QUOI ÇA PEUT SERVIR ?

### LA FORMATION POLITIQUE

« Pas de mouvement révolutionnaire sans théorie révolutionnaire » ! Cette citation de Lénine montre l'importance de la formation politique dans une organisation marxiste révolutionnaire comme la nôtre. La crise accélérée de la société capitaliste va conduire des couches toujours plus larges de travailleurs et de jeunes à se politiser, venir discuter et donc se former. C'est pourquoi, la formation politique est une tâche indispensable dans la construction d'une organisation révolutionnaire, afin de former et d'armer politiquement les futur.e.s dirigeant.e.s de la révolution socialiste.

À la Gauche révolutionnaire,

nous organisons régulièrement des formations-débats nationales et des discussions locales, dans nos sections, sur des points de notre programme marxiste, sur des textes fondamentaux comme le *Programme de transition* de Trotsky, ou encore sur les apports de Lénine ; des formations économiques, sur la guerre et la question nationale, la lutte contre l'impérialisme, etc. Lénine disait que le marxisme n'était pas un dogme ou une abstraction, mais un guide pour l'action, il s'appuie sur la réalité concrète de la société et nous donne les armes pour agir et la changer.

■ LÉON R.

### POLITISER LES MANIFS !

Une manifestation est un élément essentiel pour se retrouver et construire un rapport de force en faveur des travailleurs. C'est aussi le reflet du niveau d'organisation et de revendications qu'ont les nombreuses personnes qui y participent. En l'absence d'une approche politique de la manifestation, le rassemblement peut tourner court et ne pas donner réelle suite à la lutte, comme on peut trop souvent le voir. Avec la GR, s'organiser en manifestation permet de construire un cortège combatif, porter des slogans revendicatifs et politiques, proposer du matériel politique et un journal militant et une analyse politique



■ RACHEL

de la situation, pouvoir avoir un service d'ordre organisé si nécessaire, permettre aux personnes non militantes de se mobiliser et de se politiser, pousser les discussions avant, pendant et après les manifs sur comment construire le mouvement, quelles formes lui donner, quelles revendications avancer...

Pour construire des manifs plus combatives et développer les mobilisations de demain, rejoins les cortèges de la Gauche révolutionnaire en cherchant le journal « L'Égalité » et les drapeaux rouges avec l'étoile et le poing levé !

■ JOACHIM

## CONTACTEZ-NOUS POUR DISCUTER ET NOUS REJOINDRE !

- Tel/SMS/whatsapp/signal : +33 (0) 7.81.32.75.89
- Par mail : contact@gaucherevolutionnaire.fr
- Envoyez-nous une photo du coupon ou
- Retournez-le par la poste à : Les amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc centre 166, 76 000 Rouen
- Vous pouvez nous contacter, faire un don, vous abonner à L'Égalité sur notre site [www.gaucherevolutionnaire.fr](http://www.gaucherevolutionnaire.fr)

### JE SOUHAITE PRENDRE CONTACT

- RECEVOIR LA NEWSLETTER
- RENCONTRER UN-E MILITANT-E
- REJOINDRE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

### JE SOUHAITE M'ABONNER À L'ÉGALITÉ

- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN ..... 15 €
- ABONNEMENT FRANCE, 1 AN (SOLIDARITÉ) ..... 20 €
- ABONNEMENT INTERNATIONAL, 1 AN ..... 30 €

### JE SOUHAITE AUSSI SOUTENIR LA G.R.

- \_\_\_\_\_ € PAR CHÈQUE > À L'ORDRE DE VJE
- \_\_\_\_\_ € PAR VIREMENT > SUR LE COMPTE BRED  
N° FR 76 1010 7003 7000 2327 0076 061

NOM / PRÉNOM : \_\_\_\_\_

TÉLÉPHONE : \_\_\_\_\_

ADRESSE MAIL : \_\_\_\_\_

ADRESSE POSTALE : \_\_\_\_\_

## CE POUR QUOI NOUS LUTTONS

### TRAVAIL, SALAIRE

- Un salaire décent pour toutes et tous : + 300 € d'augmentation des salaires maintenant !
- Aucun revenu sous 1 600 € net.
- Zéro suppression d'emplois ! Pour la mise en propriété publique des groupes qui licencient ! Embauches massives dans les services publics (Santé, environnement...)
- Un emploi pour tous : baisse du temps de travail à 32h, sans perte de salaire et avec embauches équivalentes ! Pas de contrat précaire ou de temps partiel imposé !
- Prenons dans les profits du CAC 40 (100 milliards de dividendes en 2023 !) pour financer l'emploi, aider les artisans/TPE. Ouverture des livres de comptes des grandes entreprises pour contrôler où va l'argent.
- Retraite à 60 ans (55 pour les métiers qui l'exigent) après 37,5 annuités de cotisation. Pas une pension sous le SMIC !
- Pour la gestion démocratique de la Sécurité sociale par les travailleurs eux-mêmes.

### SANTÉ

- Stop à la casse de la Santé publique. Nationalisation, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population, de tout le secteur de la Santé (multinationales du médicament, groupes de maisons de retraite/Ehpad, etc).
- Pour un monopole de service public de la Santé avec des moyens à la hauteur des besoins définis démocratiquement.

### ÉDUCATION

- Pour une Éducation publique, gratuite et de qualité pour toutes et tous, 15 élèves par classe max, embauche massive de personnel de la maternelle à l'Université !
- Abrogation de Parcoursup et de toutes les mesures de sélection, pour des facs gratuites et ouvertes à toutes et tous !

### DROITS DÉMOCRATIQUES

- Non aux restrictions sur le droit de grève et de manifester !

- Contre les violences policières et le racisme. Non au flicage et à la surveillance de la population.
- Contre toutes les discriminations (genre, origine, religion, orientation sexuelle, etc.) !

### LOGEMENT

- Un logement décent pour tous. Réquisition des logements vides, aucune expulsion, nationalisation des groupes immobiliers pour mettre les logements à disposition.
- De vrais moyens pour l'assistance sociale et l'aide d'urgence.

### POUR UNE LUTTE DE MASSE

- Les confédérations syndicales doivent être les premières à défendre les travailleurs, faire campagne pour les salaires, conditions de travail... Elles doivent organiser une lutte de masse contre toute la politique du gouvernement.
- Pour la construction de syndicats combatifs et militants !

### POUR UN NOUVEAU PARTI DE MASSE DES TRAVAILLEURS

- Contre les capitalistes et leurs partis, il nous faut un parti à nous, un outil vivant et démocratique, ouvert à tous, travailleur-ses, syndicalistes, jeunes, retraité-es, pour défendre un programme de lutte contre les politiques qui détruisent nos vies et notre environnement pour les seuls profits.

### POUR LE SOCIALISME !

- Expropriation et nationalisation des 500 plus grandes entreprises, sous le contrôle démocratique des travailleurs et de la population pour réorganiser démocratiquement l'économie en fonction des besoins de la population.
- Pour une société débarrassée de la dictature du profit et de l'exploitation, contre ce système qui ne crée que la misère et la guerre, et encourage le sexisme, le racisme, et les discriminations, luttons pour le socialisme par une révolution de masse !

## LES FINANCES : UN PILIER DE NOTRE PARTI

Si les finances sont une part nécessaire de la Gauche Révolutionnaire, c'est parce que pour défendre des idées, il faut des moyens. Le combat pour une société socialiste a un coût, et tout l'argent que nous récoltons est utilisé pour développer et renforcer les luttes et notre parti.

Le « calendrier de l'avant-garde », une tombola de fin d'année de la section de Rouen, a été un succès parmi d'autres initiatives financières. Cela montre le soutien que vous

portez à nos idées ! Pour bien démarrer l'année, la section de Paris lance son appel financier.

Les fonds vont notamment permettre aux sections dans toute la France d'aller soutenir les piquets des travailleurs en grève, de créer du matériel, d'avoir des locaux où tenir des réunions, préparer des actions... Tout cela nous permet de toucher la population et de gagner une couche de jeunes et de travailleurs à la lutte socialiste. Soutenir nos finances, c'est renforcer notre parti !

[WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR/DON](http://WWW.GAUCHEREVOLUTIONNAIRE.FR/DON)

## UNE ANNÉE ACTIVE POUR LA GR ET SES SECTIONS !

L'année 2024 a été marquée par de nombreux événements politiques auxquels nous avons participé : européennes, législatives, manifés contre le

racisme et le massacre à Gaza, grèves... Sans oublier notre Conférence nationale en mars ou encore notre campagne contre la répression au Nigeria !



# UNE ÉLUE RÉVOLUTIONNAIRE !

EXTRAITS DE TRIBUNES DE LEÏLA MESSAOUDI, ÉLUE MUNICIPALE À PETIT-QUEVILLY (76), FACE À LA POLITIQUE ANTI-OUVRIÈRE DE LA MAJORITÉ PS-PC-EELV, À UN AN DES ÉLECTIONS

### > Vidéosurveillance, sentiment d'insécurité, contrôle de la population ?

« Cette délibération devrait être l'occasion de faire des bilans de la vidéosurveillance tant en termes d'efficacité, que de quantité de caméras existantes et de contrôle démocratique.

Quel est le budget de la vidéosurveillance à Petit-Quevilly, qui finance le centre de surveillance urbain au commissariat central ? Il nous faut des données tangibles et scientifiques. Quels sont les chiffres des taux d'éclaircissement des délits, grâce à la vidéosurveillance ?

En effet, la vidéoprotection se banalise mais son utilisation est erronée : aucune vidéo ne protège.

Dans les espaces clos avec une entrée et une sortie type parking la vidéosurveillance

semble avoir des résultats. Mais ailleurs, son efficacité est plus contestable et contestée.

D'autre part, en termes d'information et de protection des données où en sommes nous dans notre commune, comment sommes nous sûrs que la conservation et l'accès aux données en général n'excédant pas 1 mois sont respectés ? Y a-t-il les panneaux mentionnant la vidéosurveillance aux personnes circulant sur notre commune ? Est-ce que l'ensemble des mentions légales y sont ? Un autre problème : comment s'assurer de la possibilité d'un contrôle par la population de l'usage de ces caméras ? Le vrai débat est en réalité celui de comment vraiment lutter contre le sentiment d'insécurité ? C'est la présence humaine et la qualité de l'environnement, c'est-à-dire l'éclairage, la salubrité, qui jouent.

L'inquiétude monte quand une personne se trouve seule dans une rame, dans un lieu sale et avec peu d'éclairage. La réappropriation de l'espace public est liée aux causes structurelles de notre société, au manque de socialisation, de solidarité... C'est dans ces services publics qu'il faut investir ! »

### > Logements HLM, bailleurs sociaux et cadeaux fiscaux...

« Ma question concerne l'abattement de la taxe foncière pour les bailleurs sociaux. Les bailleurs comme Logirep, Seine Habitat ou la CDC voient leurs impôts baisser pour les aider à améliorer les quartiers prioritaires politiques de la ville.

Comment et qui détermine si le bailleur social a vraiment un surcroît de dépenses qui permet

l'amélioration de la vie des locataires du quartier ? Le bailleur social perçoit un loyer, n'est-ce pas un dû au locataire que de maintenir un cadre de vie agréable ? Y a-t-il des travaux d'amélioration ou des activités spécifiques ou encore des personnels embauchés en plus qui justifient cela ? Les loyers, eux, ne baissent pas et de plus en plus, les charges augmentent !

Quel est notre moyen de contrôle des habitants de la mise en œuvre des actions entreprises ? La Ville a une réunion du cotech et du copil chaque année ou tous les 6 mois. Mais elles ne sont pas publiques. Est-ce que le bilan sera transmis publiquement ? En effet, l'implication des habitants est assez limitée. Ainsi sur le quartier de la piscine, le diagnostic sera ouvert aux habitants volontaires sur proposition du bailleur social ! »

## 11<sup>E</sup> CONGRÈS DE LA GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE

Le capitalisme est confronté à des crises multiples : changement climatique, guerres impérialistes, effondrement économique, et montée des inégalités. Pourtant, les résistances existent. De la lutte contre la guerre en Palestine aux mobili-

sations contre les licenciements, la colère gronde, mais manque d'une direction politique claire.

Dans ce contexte, notre 11<sup>e</sup> congrès est crucial. À travers des discussions démocratiques, des textes d'analyse et des débats, nous approfondirons notre compréhension des crises actuelles

et des perspectives révolutionnaires. Le congrès permet aussi de faire le bilan de notre activité, d'évaluer notre construction dans de nouvelles villes, et de former politiquement les camarades, notamment ceux qui nous ont rejoint récemment. Loin d'être un simple évé-

nement interne, il s'inscrit dans notre volonté de renforcer notre organisation et les luttes en cours. Il permettra d'affirmer un programme socialiste révolutionnaire capable de donner une direction aux luttes actuelles, en France et dans le monde, pour en finir avec le capitalisme.

## RECONSTRUIRE DES SYNDICATS DE LUTTE DE CLASSE !

Le chaos capitaliste, les travailleurs ne le supportent plus. Les grèves se multiplient, le 1er octobre, CGT, FSU et Solidaires avaient appelé à une journée de grève dans l'unité. Malheureusement, ils n'ont pas appelé à continuer les jours suivants ni proposé un plan de lutte. La grève du 12 décembre n'a pas rencontré un grand succès, faute de préparation.

En ce début d'année la CGT notamment, annonce un moratoire sur les licenciements puis une conférence pour « discuter » avec le patronat et le gouvernement du financement de la

Sécurité sociale. Discuter avec Macron et le patronat n'est pas à la hauteur de la riposte syndicale nécessaire et emmène dans le mur nombre de travailleurs prêts à entrer en lutte et en grève.

S'organiser pour construire un mouvement de masse pour stopper la politique de Macron, c'est cela dont on a besoin. Les militants syndicalistes de la Gauche révolutionnaire discutent dans les syndicats et sur les lieux de travail autour de notre tribune syndicale « Syndicalistes combattifs ». Cela permet des débats politiques qui manquent cruellement.

Nous soutenons et construi-

sons les grèves, en reconstruisant les réflexes vitaux tels que les piquets de grèves ou les Assemblées générales décisionnaires de grévistes, syndiqués ou non. Cela permet de mettre à la discussion des revendications unifiantes des différents secteurs :

- augmentation générale des salaires et leur indexation sur l'inflation ;
- zéro licenciement, reconstruire des services publics répondant à nos besoins ;
- solidarité ouvrière internationale contre l'impérialisme
- pour la nationalisation des principaux secteurs de l'éco-

nomie et le contrôle démocratique des travailleurs !

Pour dégager Macron, ses ministres et le patronat, il est nécessaire de construire un front uni de syndicats et partis pour lutter ensemble et créer un grand mouvement de masse des travailleurs.

En plus de diffuser nos tribunes, le réseau « syndicalistes combattifs » s'organise autour de réunions pour discuter de tous ces points qu'on met en avant et structurer notre intervention. Nous militons pour un syndicalisme de lutte de classe de masse, un syndicalisme de combat. Contactez-nous !

## POURQUOI LIRE SOCIALISME UTOPIQUE ET SOCIALISME SCIENTIFIQUE ?

Écrit en 1880, c'est un ouvrage incontournable pour saisir les différents types de courants socialistes développés au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

Le texte de Friedrich Engels retrace l'émergence de la pensée « utopique », son influence sur les mouvements ouvriers et analyse également ses limites. Le terme utopique caractérise les divers courants socialistes partageant une lacune : l'absence d'une analyse concrète du capitalisme. Les penseurs comme Fourier ou Owen prônent la possibilité de construire des sociétés idéales mais sans lien direct

avec les luttes du mouvement ouvrier. Leur vision abstraite les éloigne des réalités matérielles et historiques et des enjeux qui en découlent.

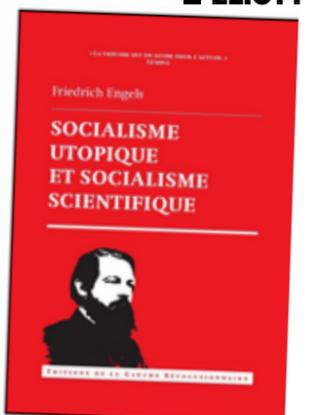
En opposition, le socialisme scientifique propose une analyse matérialiste et dialectique de l'histoire, faisant donc le lien entre conditions économiques et transformations socio-politiques. Ainsi, le socialisme scientifique cherche à analyser les conditions économiques et sociales, déterminées par des lois matérielles objectives comme la propriété privée des moyens de production et la lutte des classes qui en

découle. Cette méthode scientifique permet de comprendre réellement les mécanismes de domination ainsi que les moyens pour y mettre fin.

Lire ce texte est fondamental pour comprendre les enjeux théoriques et pratiques d'un socialisme reposant sur une analyse matérielle et non sur des spéculations abstraites. Le socialisme ne peut pas être une utopie, au risque de perdre toute connexion avec le monde et avec notre réalité de tous les jours. Pour résumer : alors que le socialisme utopique se limite à penser un autre monde, le so-

cialisme scientifique vise à le transformer concrètement.

■ ELIOTT



2,50€ (+ frais de port) sur : [gaucherevolutionnaire.fr/boutique](http://gaucherevolutionnaire.fr/boutique)

## LES OUVRIERS DE VOLKSWAGEN ESSAIENT DE RÉSISTER AU CARNAGE

La situation politique et économique en Allemagne est particulièrement instable. Le gouvernement de coalition a éclaté et l'économie est en crise profonde... La récession de 2023 (-0,3%) a continué en 2024 (-0,2%), affectant particulièrement la métallurgie et l'automobile.

Les grands groupes capitalistes comme ThyssenKrupp ou Volkswagen annoncent des milliers de suppressions d'emplois, après avoir fait des profits monstrueux les années précédentes.

Les patrons de Volkswagen, deuxième groupe mondial après Toyota, comptent fermer trois usines (une première dans son histoire) et supprimer 35 000 emplois sur 120 000 ! Ils ont réclamé une baisse de salaire de 10 %. La multinationale allemande a réalisé 18 milliards d'euros de profits en 2023 et a versé en 4,5 milliards d'euros à ses actionnaires en juin 2024, tout en disposant d'une « réserve » de « quelques » centaines de milliards d'euros.

### LES OUVRIERS EN GRÈVE MASSIVE

La colère chez les travailleurs de VW est forte, mais la direction du puissant syndicat de la métallurgie, IG Metall, a tout fait pour éviter une grève massive pour défendre les emplois. Après deux « grèves d'avertissement » très massives et des manifestations début décembre, IG Metall – qui organise 90 % des travailleurs de VW – a signé un accord tout pourri en fin d'année. L'accord entérine les suppressions d'emploi et va aboutir à une perte de salaire entre 10 et 15 % pour les travailleurs qui resteront.

Le potentiel pour une grève déterminée des travailleurs de VW était bien là, mais sa réalisation est consciemment empêchée, sabotée par les bureaucrates syndicaux. Néanmoins, il est possible que la crise politique et économique provoque des luttes des travailleurs allemands dans les mois à venir.

■ OLAF VAN AKEN



## NIGERIA : LE NOUVEL ELDORADO DE L'IMPÉRIALISME FRANÇAIS

Si Macron a perdu la main au Sahel, il n'a pas perdu l'intention de permettre aux capitalistes français de se gaver sur le dos des Africains.

Désormais, il se tourne vers le Nigeria et son président Tinubu. Ce dernier opprime et affame son peuple d'une main (voir L'Égalité n° 225), et de l'autre, il fait son marché parmi les grands acteurs de l'impérialisme en Afrique. Depuis la fin 2024, la France et les représentants les plus féroces de son capitalisme (Total Énergie, Canal+, Suez, Eutelsat, entre autres) tentent de concurrencer les pays déjà en commerce avec le Nigeria, comme la Chine, l'Inde, le Brésil, ou la Turquie.

Patrick Pouyanné, PDG de

Total, parle d'un « investissement d'un milliard de dollars par an pour les prochaines décennies à venir » : une tentative pour les capitalistes de se remettre de l'échec de l'État français à garder pied dans les cinq pays du Sahel où ils étaient économiquement et militairement implantés ? Ces pays cumulés ont un PIB presque cinq fois inférieur au seul Nigeria.

La Gauche révolutionnaire, notre organisation sœur au Nigeria (Democratic Socialist Movement) et notre internationale, le CIO, nous continuerons à lutter pour mettre Macron, Tinubu et les capitalistes en échec !

■ PIERRE

# MAYOTTE VICTIME DU COLONIALISME PLUS QUE DU CYCLONE CHIDO

La dévastation engendrée par le cyclone Chido à Mayotte n'est pas qu'une catastrophe naturelle. C'est bien sûr la conséquence du réchauffement climatique engendré par le capitalisme mortifère. Mais c'est aussi la conséquence d'une politique coloniale menée par l'État français, depuis le rachat de l'archipel en 1841, et qui ne sera nullement démentie après les référendums de 1974 et 1976 actant le rattachement définitif de Mayotte à la République française ou après la départementalisation en 2011.

L'attitude de Macron et des ministres qui s'y sont rendus, pleins de leur morgue dégueulasse et de mépris bourgeois (allant jusqu'à rire face caméra comme la ministre Borne) face à des populations éprouvées et démunies, en dit long sur cette politique coloniale et ses effets sociaux délétères. Macron se défend en affirmant que ce n'est pas lui le cyclone, et qu'il n'est pas responsable !

### SI ! MACRON EST RESPONSABLE !

Il l'est au même titre que ses prédécesseurs depuis des décennies. L'archipel a été laissé en état de sous-développement en termes d'infrastructures, de services publics... Par exemple, l'hôpital de Mamoudzou est di-



mentionné pour une population de 100 000 personnes. Il y en a 4 fois plus aujourd'hui.

La gestion de crise est déplorable, de la même manière que celle de la crise de l'eau en 2023 : manque d'eau potable et de nourriture, en particulier dans les zones reculées et les bangas (bidonvilles) où les secours peinent à accéder.

Alors que ce département de l'Océan indien subit régulièrement ce genre de phénomène, pourquoi rien n'a été prévu en termes de réserves alimentaires et en eau pérenne pour pouvoir faire face rapidement à la situation – et ne pas attendre près d'une semaine avant de pouvoir acheminer les premières aides en quantité largement insuffi-

sante ? Parce que les habitants de Mayotte, et plus encore les migrants des Comores ou d'ailleurs, sont considérés avec négligence : mépris de classe et racisme entremêlés sont la cause de la situation à Mayotte.

### RELOGEMENT : ON NE PEUT PAS Y CROIRE !

Macron annonce une loi pour pouvoir accélérer la reconstruction. Il fanfaronne avec ses prévisions de 2 ans. Bien sûr, pour la reconstruction des bâtiments en dur, cela peut même être plus court, pour peu qu'on y mette les moyens. Mais pour les bangas, ces bidonvilles, qu'est-ce qui est prévu ? Construire des bâtiments pour plus de 300 000

personnes, alors que jusque-là, la seule politique proposée était leur démolition sans proposition de relogement durable afin de faciliter les expulsions. La seule politique menée depuis des décennies sur l'archipel a été celle de la répression et de la paupérisation. On ne peut faire confiance à ce gouvernement bourgeois.

Le mouvement ouvrier, les syndicats en premier lieu, doivent agir pour faire jouer la solidarité ouvrière. En définitive, dans une société de classe, une catastrophe naturelle n'est jamais qu'une catastrophe naturelle, c'est toujours une catastrophe sociale et politique percutant plus durement les plus pauvres et démunis.

## MARTINIQUE : LA LUTTE CONTINUE CONTRE LA VIE CHÈRE ET LA RÉPRESSION

L'inflation importante a causé un mouvement de manifestation et de blocages en Martinique. Les prix y sont déjà 40 % plus élevés qu'en métropole, à cause des taxes coloniales et des monopoles privés sur le commerce des « békés », les descendants des colons. En particulier, celui de la famille Hayot, qui se gave dans la grande distribution.

La seule réponse de Macron c'est les CRS et l'attitude coloniale de la préfecture. Des manifestations ont aussi eu lieu à



Paris. Il n'y a pas d'accord avec l'État : il n'a proposé qu'une baisse limitée à certains produits de première nécessité... com-

pensée par des augmentations sur d'autres ! Rodrigue Petitot, dit « le R », porte-parole du RPPRAC (Rassemblement pour la protection des peuples et des ressources afro-caribéens), a été arrêté le 12 novembre arbitrairement. Ses demandes de remise en liberté des 5 et 30 décembre ont été rejetées par le tribunal de Fort-de-France. Des manifestations nocturnes ont encore eu lieu le 11 janvier en Martinique et à Paris pour exiger sa libération. Liberté pour « le R » !

Pour contrôler les prix il faut exproprier les monopoles des « békés » pour placer la distribution en propriété publique, sous le contrôle des travailleurs !

■ MATTHIAS

## OÙ VA LA KANAKY / NOUVELLE-CALÉDONIE ?

Au printemps dernier, Macron a voulu imposer le dégel du corps électoral. Il a dû abandonner face à la grande mobilisation de la population pendant des mois. Non sans une grande répression, particulièrement contre les Kanaks... La crise politique est profonde. Après la démission du chef du

gouvernement de Louis Mapou, indépendantiste, c'est Alcide Poga, un militant kanak non-indépendantiste qui a été désigné.

L'État français mise sur les élections provinciales, reportées en fin 2025, pour avoir des élus dociles. La situation économique est catastrophique avec l'arrêt de la transformation du

nickel sur place. Bayrou-Valls ne vont octroyer que 18 milliards sur les 27 promis en prêt garanti d'État et le chômage partiel, qui devait être pris en charge à 70 % du salaire minimum, ne le sera qu'à 50 %. Cela va accentuer la misère et la précarité !

La colère est grande aussi contre les arrestations des mi-

litants kanaks. Ainsi, Christian Tein est en prison, à l'isolement à Mulhouse, où il reste malgré un arrêt de la Cour de cassation contraire à cette décision ! Pour la libération immédiate et sans poursuites de Christian Tein et de tous les militants emprisonnés !

■ DADOU

# QUELLES PERSPECTIVES APRÈS LA CHUTE DE LA DICTATURE EN SYRIE ?

La chute du dictateur Bachar el-Assad, le 8 décembre, a été un soulagement pour beaucoup d'habitants ou de réfugiés syriens. Après 13 ans d'une guerre civile ayant fait plus de 500 000 morts, une nouvelle période s'ouvre dans la région. Le régime de Bachar el-Assad était un régime musulman chiite dans un pays majoritairement musulman sunnite. Le dictateur avait le soutien des autres régimes chiites, le Hezbollah libanais et l'Iran. La chute du régime a isolé la classe dirigeante iranienne au profit des États-Unis et de l'Europe.



Manifestation à Damas le 19 décembre 2024. Les manifestants scandent : « Nous voulons la démocratie, pas un État religieux »

## UNE COALITION HÉTÉROGÈNE, DIRIGÉE PAR LES ISLAMISTES

Pour mener l'offensive qui fera tomber el-Assad, les « rebelles » ont formé une coalition entre l'Armée nationale syrienne – soutenue par la Turquie d'Erdogan – les milices islamistes sunnites de Hayat Tahrir al-Sham (HTS) ou de déserteurs de l'armée de Bachar el-Assad.

HTS, qui tenait une partie des gouvernorats (régions) de Idleb et Alep au nord de la Syrie, s'est imposé à la tête de la coalition. Il est issu du Front al-Nosra, branche syrienne du mouvement Al-Qaïda, mais dit aussi s'éloigner d'une partie du programme. Le HTS n'a pas appliqué une règle religieuse stricte – pour

l'instant – sur les territoires administrés mais garde un discours extrêmement rigoriste.

Cette stratégie des groupes terroristes est celle de ne pas heurter les populations par une politique trop violente et de gagner en popularité sur le désarroi des populations qui ont tout perdu pendant la guerre civile, tout en se proposant de gérer les business, d'où l'ouverture des discussions avec les capitalistes américains et européens.

## QUEL AVENIR POUR LES PEUPLES ?

Si la situation peut à très court terme sembler s'améliorer, à moyen terme rien n'est moins

sûr avec les théocrates du HTS au pouvoir. Ces derniers peuvent reprendre à tout moment les mesures ultra réactionnaires pour écraser les femmes et la majeure partie de la population. La guerre civile ne semble pas s'arrêter, des loyalistes d'el-Assad résistent par endroit, l'ANS et l'armée turque bombardent les régions kurdes au nord-est du pays et des groupes armés ne veulent pas rendre les armes à l'administration du HTS. L'ouverture du HTS vers les impérialistes montre que le pillage de la région va se poursuivre et que des millions de personnes vont continuer d'avoir des conditions de vie désastreuses.

À Damas et dans d'autres grandes villes, des manifesta-

tions revendiquent la démocratie et s'opposent aux théocrates du HTS. Cela montre la volonté d'en finir avec la barbarie. C'est dans les mains des masses de Syrie que se tient le potentiel de mener une véritable révolution. Pour que la population puisse avoir un véritable avenir dans une société tolérante, démocratique et égalitaire, il faut qu'elle prenne en main le pouvoir et procède à l'expropriation des grands groupes capitalistes et de toutes les entreprises clés de l'économie afin de gérer démocratiquement les ressources dans l'intérêt de la population. Pour en finir avec la barbarie, place au socialisme.

■ YOHANN BIS

## EN SYRIE, LES KURDES DE KOBANÉ ENCERCLÉS

La chute de Damas a été l'occasion pour Erdogan de renforcer l'influence néocoloniale de la Turquie.

## ERDOGAN SE PRÉCIPITE POUR ISOLER LES KURDES

Il se déclare « prêt à se battre » contre les forces

kurdes (FDS) au Nord de la Syrie. Kobané, symbole de la résistance progressiste kurde, victorieuse de Daesh, est à nouveau encerclée. Trump annonce le retrait des troupes américaines de Syrie, abandonnant ainsi ses « alliés » kurdes. Ce retrait renforce Ankara, dont les intérêts économiques et géopolitiques, de-

puis 2016, ont grandi sur le dos de la population kurde, massacrée, bombardée et persécutée.

## POUR L'UNITÉ DES TRAVAILLEURS !

Rien de bon ne sortira d'un accord avec les USA ou d'autres pays impérialistes. Il est urgent de lier la lutte des Kurdes pour

leurs droits à celle des travailleurs turcs contre la politique anti-sociale et corrompue d'Erdogan. Organiser des grèves, construire des syndicats et des partis de masse des travailleurs sur un programme socialiste révolutionnaire : voilà l'impératif. La révolution socialiste est la seule issue, au Moyen-Orient comme dans le monde.

## GAZA : UN CESSEZ-LE-FEU SUR UN CHAMP DE RUINES ?

Depuis plus de seize mois, l'armée israélienne, sous le contrôle de Netanyahu et de l'extrême droite, continue à tout détruire dans la bande Gaza. Il y a plus de 45 000 morts, 100 000 blessés et des milliers de disparus dont des journalistes et des soignants. Les infrastructures sont détruites (hôpitaux, résidences, réservoirs d'eau potable, écoles...). Le blocus et l'interdiction de toute aide humanitaire ag-

gravent une famine terrible.

Des négociations indirectes sont en cours entre le Hamas et Israël sous l'égide du Qatar, de l'Égypte et des États-Unis. Biden presse à ce que la trêve se mette en place avant l'arrivée de Trump au pouvoir – farouche soutien de Netanyahu – qui promet « un enfer à payer au Moyen-Orient ». Un cessez-le-feu pourrait sortir de cette négociation et les points de blocage continueront d'être

négoiés plus tard.

Le Hamas exige le retrait des troupes et l'envoi d'une aide humanitaire massive à Gaza, ce que Netanyahu refuse. Ce dernier exige la destruction des capacités militaires du Hamas et continue d'être un obstacle à la libération des otages des deux parties. La pression s'exerce aussi en Israël, les manifestations continuent, réclamant l'arrêt de la guerre, le retour des

otages et la fin du gouvernement de Netanyahu.

Ce cessez-le-feu ne sera qu'une pause dans une situation horrible, et sert avant tout les agendas des impérialistes afin d'essayer de diminuer l'instabilité. Nous devons continuer à nous mobiliser contre la guerre, les massacres et les positions de nos propres gouvernements complices.

■ « LE K »

## SRI-LANKA : DES ÉLECTIONS QUI OUVRONT UN NOUVEAU CHAPITRE !

Au Sri Lanka, le parti National's people power (NPP) a remporté une très large victoire aux élections législatives du 14 Novembre 2024, gagnant 152 sièges sur 160. Après l'élection de son dirigeant Anura Kumara Disanayake à la présidentielle de septembre, cette nouvelle victoire de l'alliance politique de gauche marque un nouveau chapitre dans l'histoire politique sri-lankaise.

Ce rejet massif des politiques conservatrices et de la corruption s'était déjà exprimé lors de la lutte de masse de 2022 qui avait conduit à la chute du pouvoir de la famille Rajapaksa, avec l'ancien président Gotabaya. Le NPP l'a compris et il a fait sa campagne autour de promesses répondant aux revendications du mouvement telles que la révision de l'accord avec le FMI sur la dette (colossale) du pays, l'augmentation des salaires, la réduction du coût de la vie, la poursuite des politiciens corrompus...

Mais toutes ces promesses semblent s'éloigner de jour en jour. C'est plutôt une trahison « à la Tsipras » qui se dessine : le gouvernement a annoncé qu'il mettrait en œuvre le

programme d'austérité sauvage exigé par le FMI dans son intégralité, affirmant qu'il n'avait pas d'alternative. Il a également nommé Duminda Hulangamuwa qui n'est autre que le conseiller économique de l'ex-président Gotabaya, assurant la collaboration future avec les institutions capitalistes et leurs représentants.

Ce scénario est récurrent : des alliances élitistes et pro-capitalistes qui saisissent l'opportunité des mouvements des masses, se déguisent avec un masque « progressiste » mais n'en font absolument rien une fois arrivées au pouvoir. Il est clair que le NPP ne répondra pas aux attentes de la classe ouvrière et des pauvres et qu'une nouvelle lutte de masse pourrait rapidement voir le jour. Nos camarades sri-lankais du Parti Socialiste Uni (section sœur de la Gauche Révolutionnaire) appellent les dirigeants syndicaux à former une plateforme revendicative de lutte et à prendre des mesures pour unir toutes les forces qui représentent les travailleurs et les masses pauvres. Ce nouveau chapitre au Sri Lanka n'est pas un épilogue !



## ARRIVÉE DE TRUMP : QUELLES PERSPECTIVES POUR LES TRAVAILLEURS ?

Trump a promis de « protéger » les travailleurs américains. Mais son protectionnisme n'a rien de social. Il vise uniquement à maintenir les profits des gros capitalistes qui l'ont soutenu. Toute une partie de son programme est faite de mesures ultralibérales qui vont accroître l'exploitation des travailleurs : libéralisation de l'énergie (en prétendant faire baisser les prix), réduction de l'impôt sur les sociétés, expulsions massives d'immigrés...

Pas sûr que Trump puisse par ailleurs faire face au déficit abyssal du budget US.

Alors, il attise les divisions dans le pays. Il parle « d'ennemi de l'intérieur », des « ma-

lades [et] des fous de la gauche radicale... Et il menace : « Ce problème peut être facilement traité, si besoin par la garde nationale et, si c'est vraiment nécessaire, par l'armée ». Ça a le mérite d'être clair !

Mais c'est dangereux et facteur d'instabilité. Les attentats à la voiture piégée ou l'assassinat du patron d'une mutuelle privée en sont des symptômes. C'est par les luttes et les grèves mais aussi la construction d'un vrai parti des travailleurs socialiste à l'échelle des US que les travailleur-ses et les jeunes les plus conscients trouveront une issue face à Trump et aux capitalistes.

■ PEM



# L'ÉGALITÉ

**1€ / 2€ prix solidaire**  
Abonnement annuel 15 / 20 €  
N° 226 / JAN. - FÉV. 2025  
**GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE**

## GUERRES, CRISES ET RACISME

# C'EST LE CAPITALISME QUI CRÉE LE CHAOS !

## COMBATTONS-LE ENSEMBLE !

## ORGANISONS-NOUS !



**L**a guerre est encore en cours en Ukraine depuis 3 ans et celle contre les Palestiniens à Gaza l'est depuis presque un an et demi. Si l'arrivée de Trump va rebattre certaines cartes, ça ne signifie pas une accalmie. L'instabilité est gigantesque dans le monde et de nombreux conflits sont attisés.

En réalité, les capitalistes sont incapables de stabiliser la situation. La récession économique frappe et la bourgeoisie cherche partout à maintenir ses profits et à les augmenter sur notre dos, de toutes les façons possibles. Ils justifient toutes leurs attaques par « la crise », mais cette crise, c'est eux qui la créent par leurs politiques !

Les mêmes recettes sont utilisées pour faire monter les tensions et les divisions par le racisme, les politiques contre les étrangers, et toujours le sexisme et les mesures discriminatoires de genre, de sexe ou d'orientation sexuelle. Le capitalisme est

un système qui porte la violence et le chaos. Il repose sur une violence de base : l'exploitation de l'humanité pour les profits d'une poignée d'ultra riches comme Elon Musk ou Bernard Arnault. Le capitalisme ne peut pas résoudre les crises qu'il crée. Que ça soit les guerres ou le racisme, il les utilise pour mieux opprimer une partie de la population en plus de nous diviser. Il exploite les êtres humains mais également la planète, créant ainsi des désastres environnementaux et décuplant les catastrophes « naturelles ». Le capitalisme épuise les ressources avec des projets toujours plus inutiles comme certaines autoroutes, ou de l'extraction minière quitte à polluer les nappes phréatiques...

**TRAVAILLEURS ET  
JEUNES : REFUSONS  
LE MONDE QU'ILS  
NOUS IMPOSENT !**

Leur politique fonctionne

parfois et dans certains pays des gouvernements de droite, réactionnaires ou d'extrême droite arrivent au pouvoir. Mais dans d'autres, les classes dirigeantes se font dégager ! Ça a été le cas au Sri Lanka ou en Corée du Sud... Ils flippent à l'idée de se faire stopper et déloger du pouvoir par des mouvements de masse. C'est nous seuls, jeunes, travailleurs, exploités, qui pouvons arrêter ce massacre et changer la société pour les intérêts de la majorité de la population !

**DÉGAGEONS  
LES POLITIQUES  
PRO-CAPITALISTES,  
À NOUS DE DÉCIDER !**

Tant qu'on sera sous le capitalisme, ces violences et le chaos continueront. Une majorité des habitants déteste désormais les gens au pouvoir. En réalité, les pouvoirs en place sont faibles, et nous pourrions les faire tomber. Pour cela, nous devons entrer en



lutte et en action politiquement. On doit se battre ensemble pour une nouvelle société qui repose sur des bases nouvelles, des bases socialistes. Dans une économie socialiste, les richesses ne seraient plus dans les mains d'une minorité plus riche, qui possède aujourd'hui les moyens

de production : les ressources et moyens de production seraient gérés collectivement selon les besoins ! L'environnement serait alors pris en compte à chaque étape de la production et consommation. Et il n'y aurait plus besoin de guerre ou de discrimination pour faire tour-

ner la société. Il faut une planification socialiste de la société sous la gestion démocratique et le contrôle des travailleurs et de la population.

Organisons-nous contre le capitalisme autour d'un programme socialiste, rejoint la Gauche révolutionnaire !



**AGISSEZ AVEC NOUS  
REJOIGNEZ-NOUS  
GAUCHE RÉVOLUTIONNAIRE**

SECTION FRANÇAISE DU COMITÉ POUR UNE INTERNATIONALE OUVRIÈRE

### PRENEZ CONTACT !

07. 81. 32. 75. 89  
contact@gaucherevolutionnaire.fr  
Chercher « Gauche révolutionnaire » sur  
Facebook, Twitter, Instagram, Youtube...  
Les Amis de l'Égalité, 82 rue Jeanne d'Arc,  
centre 166, 76 000 Rouen  
www.gaucherevolutionnaire.fr



Contactez-nous !